

Fin du nazisme :

LÉGENDE HELVÉTIQUE

Une légende ridicule, mais tenace, sert toujours d'argument à la défense de l'armée suisse : elle nous aurait protégés d'une invasion nazie et des horreurs de la guerre. Dans ses mémoires, l'ancien rédacteur Paul Schmid-Ammann explique sans ambages pourquoi Hitler a laissé la Suisse tranquille : "Une Suisse intacte, qui travaillait exclusivement pour l'Allemagne, laissait ouvertes les lignes du Simplon et du Gothard au trafic entre les puissances de l'Axe et dont la presse était sur les mêmes longueurs d'onde, semblait bien plus utile au gouvernement du Reich qu'un pays détruit par la guerre et une économie suisse démolie." (Lebenserinnerungen, p. 102.)

Les nazis, en effet, n'ont jamais prévu d'envahir la Suisse. Le journal de la grande bourgeoisie suisse, la *Neue Zürcher Zeitung*, l'a même écrit noir sur blanc le 24 avril 1955 :

"L'idée, longtemps défendue par de hautes instances militaires et politiques de notre pays, qu'un danger imminent nous a menacés en mai 1940 et en mars 1943, ne résiste pas à l'examen de la situation militaire réelle ; à l'une et l'autre reprise, les informations complémentaires dont disposaient nos services d'information servaient à tromper et dérouter les alliés." En été 1940, la Suisse n'aurait pas eu la moindre chance face aux nazis. Quant à l'alarme de mars 1943, même les deux historiens officiels du Département militaire fédéral, H.R. Kurz et H.R. Fuhrer, admettent qu'aucune "Opération suisse" n'était préparée par l'état-major allemand.

En revanche, l'armée suisse avait ses plans d'attaque : non pas contre les nazis, mais contre grévistes et manifestants. Werner Rings en donne deux exemples dans son livre *Raubgold aus Deutschland* : "En été 1942, troisième année de guerre, le général Guisan et le colonel Roger Masson, chef du Service de renseignements militaires, ainsi que de nombreuses personnalités publiques ont pris connaissance d'un plan, du nom de code ARA, sigle de "Antirevolutionäre Aktion" (action contre-révolutionnaire - réd.). Ce plan, pour la réalisation duquel des moyens suffisants avaient été, dit-on, dégagés, prévoyait la création de cellules d'entreprises qui devaient organiser clandestinement le personnel des grandes entreprises, sur le modèle communiste, mais dans un but opposé : pouvoir intervenir contre des rebelles si des tentatives de renversement révolutionnaire se manifestaient à la fin de la guerre. Le témoignage juridiquement établi d'un lieutenant de l'armée indique que des abris anti-aériens avaient été conçus dans le même but et construits sur la piste de l'aéroport militaire de Thoune."

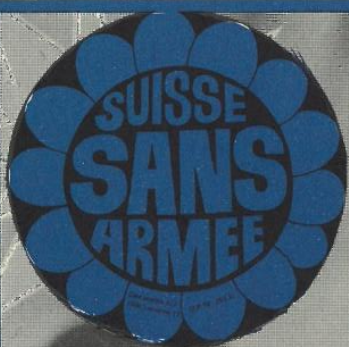
Les nazis avaient au fond le même souci. Ils ne redoutaient pas un Conseil fédéral collaborateur, attestant sa "sincère neutralité", ni un état-major qui ne leur était "pas hostile". Ils redoutaient les réactions antifascistes du peuple et des soldats. L'armée n'aurait-elle pas entravé cette résistance ? La question reste ouverte. Mais l'autre question est tranchée : ce n'est pas l'armée suisse, mais l'armée rouge et la résistance des partisans qui ont brisé la pression nazie sur la Suisse.

La Brèche

la brèche

organe bimensuel du

Parti Socialiste Ouvrier (PSO)
section suisse de la IV^e Internationale



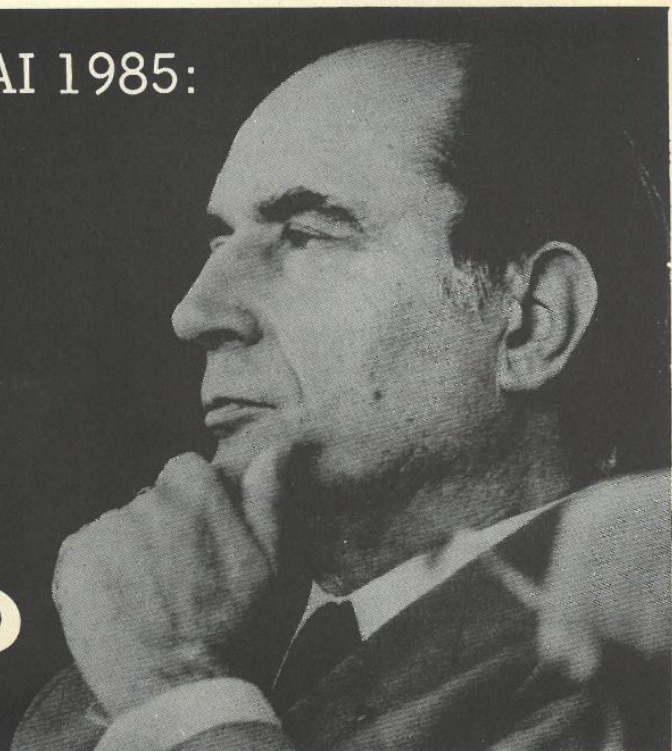
INITIATIVE POUR
UNE SUISSE SANS
ARMÉE:

Déjà

20 000 "traîtres"

FRANCE, MAI 1981—MAI 1985:

A quoi sert le parti socialiste?

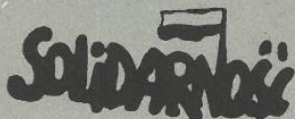


FAITS ET MÉFAITS

Les auteurs du livre *Die Unheimlichen Patrioten*, vient de décider le Tribunal fédéral, avaient parfaitement le droit de publier le passé frontiste et réactionnaire du vénérable Robert Eibel, ancien secrétaire du Redressement national et responsable des pavés d'"information" patronale appelés *L'Atout*. A condition, bien sûr, qu'il s'agisse de faits véridiques et prouvés. Ainsi, le premier jugement du Tribunal de Zurich est expédié aux orties, tant il était scandaleux. Rappelons que le juge zurichois avait osé dire que "l'évocation de souvenirs perdus", si elle cause un "préjudice intolérable" à quelqu'un, est condamnable "sans souci de la vérité". On retiendra donc ceci: qu'il s'est trouvé un juge, en 1984 à Zurich, pour se causer à lui-même ce "préjudice intolérable". C'est vrai, et c'est prouvé!

MEETING de SOLIDARITÉ

avec



et pour la libération de tous les prisonniers politiques en Pologne

dont, par exemple W. Frasnyniuk, Bogdan Lis, Adam Michnik, A. Gwazda (dirigeants du syndicat Solidarność)

avec Seweryn Blumsztajn, dirigeant de Solidarność en France

LAUSANNE, vendredi 24 mai
Salle des Vignerons (Gare CFF)
20h30

Ce meeting sera aussi lié à la défense de Clive Loertscher, syndicaliste vaudois emprisonné à Varsovie (cf. p. 8).
Org.: Comité de solidarité socialiste avec les opposants des pays de l'Est (CSSOPE); Comité de solidarité avec Solidarność; Association pour la défense des droits démocratiques du peuple polonais (ADP).

Lisez *INPRECOR*, revue bimensuelle d'information et d'analyse de la IV^e Internationale.

En vente dans nos locaux ou par abonnement. Au sommaire du No 195, du 29 avril 1985, "Nicaragua: la révolution sandiniste et la démocratie de masse", "RFA: le SPD et les Verts à l'heure du choix", "La militarisation de l'espace", "La chute du dollar".

"TOUCHE PAS À MON POTE" À RENENS

Samedi 13 avril s'est tenue à Renens une "action" SOS-racisme.

Le matin trois cents badges "Touche pas à mon pote" ont été vendus au stand du marché qu'animait le groupe *Black and White*, et beaucoup de jeunes et de moins jeunes sont passés l'écouter ou discuter au stand malgré la pluie et le froid.

A midi avait lieu un pique-nique de solidarité au CRA (Centre de rencontre et d'animation) où une quarantaine de personnes sont venues déjeuner, discuter et échanger leurs idées: comment faire pour que le mouvement SOS-racisme "Touche pas à mon pote" démarre à Renens et dans le canton de Vaud, principalement dans les collèges et écoles, comme il est né à Genève (après la France); comment refouler la crainte et la méconnaissance qui peuvent déboucher sur la xénophobie.

La petite main portée en signe de solidarité et d'espérance (et pour affirmer sa volonté de lutter contre le racisme) doit faire bouler de neige pour briser le mur de la peur. Dans ce but une fête a été prévue pour le 1er juin. A suivre.

À LAUSANNE

Le Centre de loisirs des Bergières a organisé, avec la participation du Centre de loisirs de la Pontaise, une journée contre le racisme le samedi 4 mai. Une centaine de jeunes sont passés regarder les vidéos, le film, acheter des badges "Touche pas à mon pote", et discuter tout en pique-niquant.

ET À MORGES

Un groupe de jeunes tient un stand avec des panneaux sur le racisme et des badges "Touche pas à mon pote" dans le cadre de "Chapiteau Jeunesse", fête de la jeunesse se déroulant du 25 avril au 19 mai.

UNE LISTE ALTERNATIVE ÉCOLOGIQUE ET SOCIALISTE POUR LES ÉLECTIONS COMMUNALES À YVERDON

Alternative écologique (AE), la section yverdonnoise du Parti socialiste ouvrier (PSO) ainsi que des personnes indépendantes ont décidé de présenter pour les élections communales de cet automne à Yverdon une liste commune, Alternative écologique et socialiste.

Depuis plusieurs années, de nombreuses personnes se sont engagées à Yverdon

pour permettre une défense efficace de l'environnement, comme dans le cas de l'opposition à la construction du Pont de la Thièle ou de la N1, de la qualité de la vie, menacée par exemple par les émanations de l'usine d'incinération des ordures, des emplois dans la région, comme dans le cas de HPI, ou des chômeurs, ou encore qui participèrent au développement de la solidarité internationale en faveur des mineurs britanniques.

Aujourd'hui, il est nécessaire que ces différentes volontés d'agir puissent trouver un prolongement au sein du Conseil communal.

Actuellement, ces préoccupations ne trouvent pas de réel relais au sein des autorités communales. Alors que la droite est à l'offensive et n'hésite pas, avec l'aide du Parti écologiste, à rejeter un progrès social aussi minime que l'introduction des 40 heures pour les employés communaux, la gauche traditionnelle n'est pas capable de proposer des mesures qui prennent en compte les besoins réels de la population. L'inaction face à la grave pollution provoquée par l'usine d'incinération des ordures, ou la passivité devant les problèmes d'emplois qui se sont posés, comme à HPI, montrent combien la politique de la Municipalité, pourtant à majorité socialiste, s'est peu démarquée de celle de n'importe quelle municipalité du canton.

Alternative écologique et socialiste se veut donc un point de ralliement pour tous ceux qui veulent agir et défendre à Yverdon une autre politique qui ne s'embourbe pas dans la politique politicienne, mais qui soit au contraire une force de propositions et d'activités pour la défense des intérêts de la majorité de la population.

Pour qu'aucune voix ne soit perdue au profit des partis de droite, Alternative écologique et socialiste proposera l'appareillement des listes aux partis de la gauche traditionnelle.

Alternative écologique et socialiste défendra au cours de ces élections communales les propositions qui lui tiennent à cœur concernant l'environnement, le logement, l'urbanisme, les transports, l'emploi, l'intégration des immigrés, le développement des infrastructures sociales, la place des jeunes à Yverdon. (...)



CERCLE BRÈCHE mars - juin 1985

organisé par le Parti socialiste ouvrier (PSO), section vaudoise, le jeudi soir, 20h15, au local du PSO, 3, rue Chaucrau, 5e étage, à LAUSANNE.

23 mai:

la révolution nicaraguayenne
Le tiers monde entre le gouffre et la révolution - Qu'apporte la révolution sandiniste? - Comment l'impérialisme veut-il l'abattre?

6 juin:

que faire en Suisse?
Quel sens peut avoir en Suisse un combat pour le socialisme? - A quoi sert le PSO?

GENÈVE, samedi 8 juin
Salle communale de Plainpalais, dès 16h

Grande soirée de solidarité "Brigades NICARAGUA"

A l'occasion du départ des prochaines brigades débat, projections, musique, bal, stands, restauration
Org.: Association de solidarité avec le Nicaragua et El Salvador, soutenue par le Rassemblement.

À PROPOS

NON À DE NOUVEAUX LICENCIEMENTS À MATISA!

Le président du Conseil d'administration de Matisa, M. Romolo Panetti, vient d'annoncer le licenciement d'une trentaine d'employés (sur 200) de l'entreprise Matisa à Crissier.

La section vaudoise du Parti socialiste ouvrier (PSO) proteste contre cette nouvelle mesure, qui ne pourra qu'aggraver les problèmes du chômage dans la région de l'Ouest lausannois.

Cette décision est d'autant plus injustifiée et choquante, qu'elle intervient quelques semaines après que le groupe SIG, qui avait racheté Matisa, et qui continue à contrôler cette entreprise en collaboration avec la société Speno, a annoncé une augmentation de son bénéfice de 12,3 o/o, ainsi qu'une hausse de 16 o/o des dividendes versés aux actionnaires.

Le groupe SIG dispose des ressources financières pour maintenir tous les emplois à Matisa. La section vaudoise du PSO demande donc qu'il ne soit procédé à aucun licenciement.

Amiante:

4000 BATIMENTS FLOQUÉS

L'office fédéral de la protection de l'environnement a publié son rapport sur les bâtiments floqués à l'amiante (voir *La Brèche*, No 348, 27 avril 1985). Il aura fallu dix ans de pression et de campagne de dénonciation, dont celle du PSO, pour que les autorités avouent l'étendue du problème. Cependant, de nombreuses lacunes demeurent. Cette liste des édifices floqués doit être publiée et les bâtiments concernés signalés. Sans cela, les usagers n'auront aucun moyen pour forcer les responsables au déflocage et en contrôler les conditions. C'est dire si la pression de l'opinion publique reste nécessaire. Le PSO continue sa campagne et a besoin de votre aide financière.

Voici l'état de la souscription au 29 avril 1985:

Etat au 15 avril	26 237.-
donateurs Zurich	940.-
donateur Zoug	100.-
lecteurs de <i>La Brèche</i>	800.-
donateurs Lucerne	600.-
donateurs Tessin	270.-
donateur Winterthour	50.-
donateur La Chaux-de-Fonds	30.-
donateurs/trices Vaud	1500.-
donatrice Bâle	100.-
donateur Stengelbach AG	100.-
divers donateurs/trices	20.-
Etat au 29 avril 1985	Fr. 30 747.-

Versez vos dons au CCP 80-44457, SAP/PSO, Zurich, avec la mention "amiante". Merci.

40'000.-

35'000.-

30'000.-

25'000.-

20'000.-

15'000.-

10'000.-

5'000.-

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

Fin du nazisme: légende helvétique 1

POLITIQUE

Pendant la Deuxième Guerre mondiale: l'or nazi blanchi en Suisse 3

Initiative Pour une Suisse sans armée: la récolte va bien 3

Congrès des JSR: "Tellement non-Suisse", entretien 8

Initiatives caisses-maladie: mobilisation ou... immobilisation? 8

La campagne pour la libération de Clive Loertscher 8

SOCIAL

Immigration: une bataille à gagner 4

Canton de Berne: la dissuasion contre les réfugiés 4

Congrès de la SEV: éviter la voie de garage 5

Horlogerie: quand les banques torpillent la diversification 5

DOSSIER

FRANCE, mai 81-mai 85: à quoi ça sert, un parti socialiste? 6-7

Au fast-food de la modernité 7

INTERNATIONAL

Reagan et le NICARAGUA: la politique du garrot 9

ARGENTINE: au banc des accusés 9

Délégation en AMÉRIQUE CENTRALE: "Il faut aider le Nicaragua" 10

Déclaration de presse de la délégation 10

À LIRE

"Raisons de vivre", de Jean Vincent: ne pas "nuire à la cause"...? 11

L'ÉVÈNEMENT

Dix ans après la chute de Saïgon: "Il n'y a jamais eu de guerre si longue, si totale", entretien avec Pierre Rousset 12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche:

Fr. 6 mois, enveloppe ouverte... 22,50

une année, env. ouverte... 45.-

une année, env. fermée... 55.-

une année, étranger (Europe)... 80.-

abonnement de soutien... 100.-

Administration:

La Brèche, case postale 858

1211 Genève 3

CCP 10-25 669

Rédaction:

La Brèche, 3, rue Chaucrau

1003 Lausanne (021) 20 98 49

Editeur responsable C.A. Udry

Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent: **prenez contact**

Parti Socialiste Ouvrier (PSO) section suisse de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes
Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche,
case postale 13, 2500 Bienne 4 032 / 22 95 47
case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds
case postale 28, 1700 Fribourg 6
case postale 858, 1211 Genève 3, 022 / 20 68 02
3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021 / 23 05 91
case postale 82, 1020 Renens VD 1
case postale 1532, 2002 Neuchâtel
case postale 485, 1400 Yverdon

Pendant la Deuxième Guerre mondiale :

Après le général Guisan, aux sympathies autoritaires et antisémites plus que douteuses (voir *La Brèche* No 339, 13 avril 1985), voici la Banque nationale suisse (BNS). Elle a été d'un apport substantiel à l'effort d'armement de l'Allemagne nazie. Le régime hitlérien n'avait aucun intérêt à tuer la poule aux œufs d'or. Des œufs d'or en forme de lingots qui pèsent 350 tonnes. Car durant tout le conflit, la Suisse a accueilli pour 1,7 milliard de francs d'époque d'or allemand. De ce total, la BNS en a acheté pour 1,2 milliard. Or cet or avait en tous cas deux caractéristiques. La première : les deux tiers au moins provenaient du pillage des armées nazies dans les pays occupés ou du vol des victimes des camps de concentration. La seconde : en le vendant, il représentera un apport fantastique pour l'économie de guerre allemande en devises fortes et neutres. Le franc suisse et les autorités bancaires et politiques répondirent immédiatement présent. A telle enseigne que l'historien Werner Rings¹ estime que ces transactions sur le métal jaune effectuées grâce à la BNS ont couvert le 90 o/o des besoins du IIIe Reich en devises étrangères. Avec celles-ci, l'Allemagne pourra acheter aux pays non engagés dans le conflit — Espagne, Portugal ou Turquie — des matières premières comme le manganèse, le wolfram ou l'aluminium sans lesquelles il est impossible d'entretenir une industrie d'armement. Walther

L'or nazi blanchi en Suisse

Funk, président de la Reichsbank et ministre de l'économie, le soulignera devant le Handelspolitischer Ausschuss (comité le plus important s'occupant de la politique commerciale) : sans ces achats d'or par la Suisse, l'Allemagne ne tiendrait pas plus de deux mois.

Mais la digne Helvétie n'était pas à un service près. La Confédération fournira au IIIe Reich des avances sous la forme de crédits de compensation qui atteindront à la fin de la guerre la somme de 1,12 milliard de francs. Avec ces avances et une partie de l'or volé, les Allemands payaient les fournitures livrées par l'industrie. "A cette époque, rappelle Werner Rings, travaillaient pour l'Allemagne près de 80 o/o de l'industrie de précision suisse, 70 o/o de l'industrie électrique et 60 o/o de l'industrie de l'armement." Pas étonnant dès lors qu'un célèbre fabricant d'armes comme Bührle ait vu son revenu augmenter de 6,8 à 56 millions de francs et sa fortune impossible de 8,5 à 170 millions durant la période 1939-1945. Du reste, les exportations helvétiques étaient si vitales pour le régime hitlérien que Berlin avait proposé aux autorités suisses une DCA pour protéger certaines fabriques². Combien de victimes de la Seconde Guerre mondiale furent marquées par le label *swiss made* et la "neutralité" de nos autorités ?

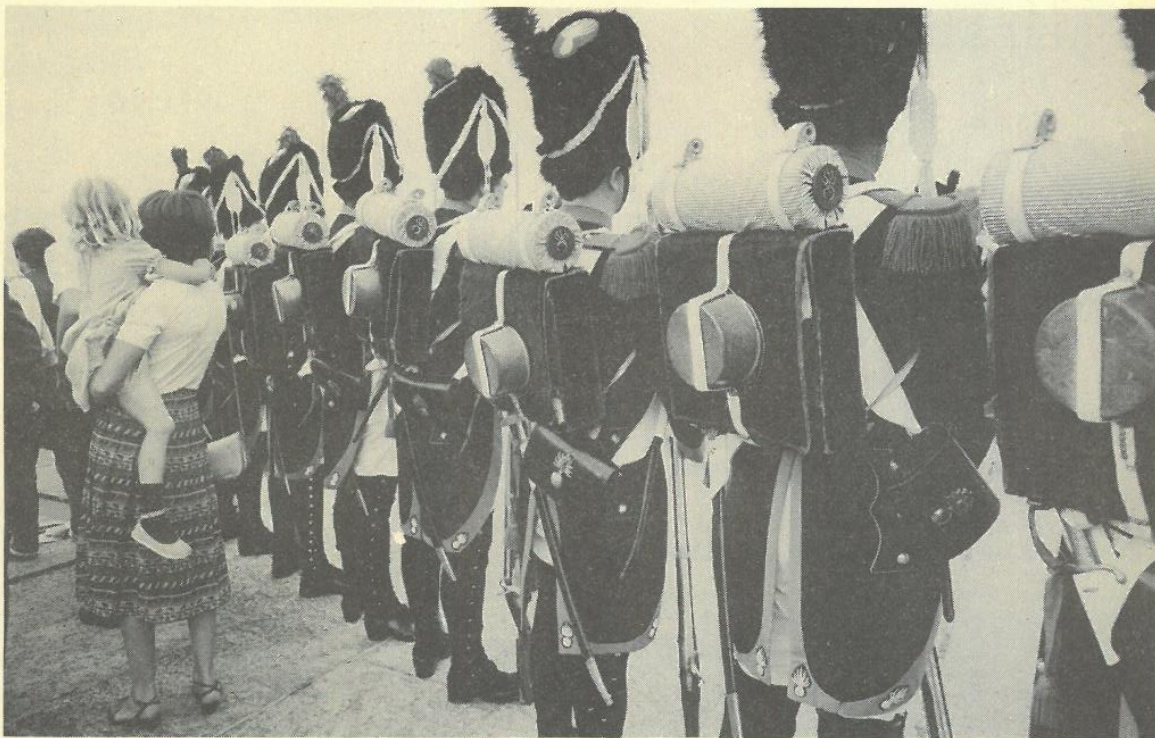
Ce commerce germano-helvétique pesait d'un poids tel que les Alliés exercèrent des pressions afin qu'il cesse. Mais la Suisse continuera sans complexe ses achats d'or à l'Allemagne jusqu'au... 6 avril 1945, c'est-à-dire quatre semaines avant la fin des hostilités.

Ces transactions sur le dos des victimes du IIIe Reich se sont faites en pleine connaissance de cause. Au procès de Nuremberg, Emil Puhl, vice-président de la Reichsbank, déclarera que les responsables suisses savaient tout. Invoquer la naïveté des autorités d'alors — comme le fait la BNS dans son dernier bulletin — est une bien piètre excuse pour expliquer une politique qui n'était ni neutre, ni indépendante... mais extrêmement juteuse pour une partie de la bourgeoisie. Comme le remarquait déjà en 1940 Emil Puhl, la Suisse s'est tenue à l'écart de la guerre grâce à ses services financiers, et ceci pour le plus grand bien de Hitler. On mesure par là la qualité de "l'esprit de résistance" qui animait les grands commis de la bourgeoisie helvétique.

P. Girardet

1. Werner Rings vient de publier un livre sur le sujet : *Raubgold aus Deutschland*.

2. Cité dans un article de 24 Heures du 25 avril 1985.



Pour une Suisse sans armée... même pas comme objet de musée.

Interfoto

Initiative Pour une Suisse sans armée :

LA RÉCOLTE VA BIEN

Cela étonne même le *Sonntags-Blick* : un sondage alémanique indique que 43 o/o de la population accueille favorablement l'initiative Pour une Suisse sans armée. Auprès des jeunes, ce résultat monte jusqu'à 59 o/o. Ce bon écho se constate également lors des récoltes de signatures dans la rue. 15 000 à 20 000 signatures sont déjà engrangées.

La droite ne s'y est pas trompée. A peine l'initiative lancée, le 21 mars dernier, qu'un contre-comité s'est constitué, auquel la majorité bourgeoise des conseillers nationaux ou aux Etats ont apporté leur soutien. *Schweizerzeitung*, un journal proche de Cincera (le célèbre chasseur de gauchistes), s'est d'ores et déjà mis à leur disposition. Un "appel au peuple" lui demandant de ne signer en aucun cas l'initiative a été distribué à deux millions d'exemplaires. L'article de fonds de cette feuille militariste était signé par l'ex-conseiller fédéral Friedrich.

"Les critiques vont reprendre vie"

Pareille contre-campagne dès le lancement d'une initiative est une chose peu courante. La *Neue Zürcher Zeitung* du 4 mars 1985 a clairement exprimé la crainte de la droite : "Il ne faut pas se leurrer, les critiques à l'encontre de la défense nationale et de l'armée vont, avec cette initiative, reprendre vie."

Ce débat sur la défense nationale et sur le problème voisin des dépenses militaires arrive en effet au plus mauvais moment pour la droite. Dans les toutes prochaines années, des crédits d'armement pour plusieurs milliards de francs seront présentés. Ils concerneront l'acquisition d'un nouveau fusil d'assaut, le changement de l'uniforme, l'achat d'un système antichar et de nouveaux avions. Jean-Pascal Delamuraz, le chef du Département militaire fédéral, s'empresse de son côté de présenter la candidature de la Suisse pour une participation au projet américain de la guerre des

étoiles (voir *La Brèche*, No 340, du 27 avril 1985).

Mais l'opposition à de pareils projets est réelle. D'après un sondage, une majorité de la population se serait prononcée contre l'achat du Leopard 2 si le projet était passé en votation populaire. Tout ceci montre que l'idéologie de la défense nationale n'est pas sans faille. Il s'agit d'utiliser dans ce sens l'initiative Pour une Suisse sans armée et celle réclamant l'introduction du référendum sur les crédits militaires.

La majorité de la gauche gênée

Les POCH (Organisations progressistes de Suisse) ne sont évidemment pas aussi sensibles que la droite sur le sujet. Cependant ils n'ont toujours pas pris position sur l'initiative et ils ne le feront qu'au mois de novembre. Leurs craintes prennent parfois des accents grotesques. Ainsi, dans leur journal, les POCH développent l'idée d'une armée populaire dont il faudrait simplement en accentuer le caractère milicien. L'initiative Pour une Suisse sans armée est critiquée car elle risquerait de miner les chances de succès en votation populaire de l'initiative pour un référendum sur les dépenses militaires. Lors d'une assemblée à Zurich, un représentant des POCH relevait que le moyen de l'initiative doit être utilisé seulement dans le but d'introduire des changements constitutionnels réalistes.

Le Parti du travail (PdT) aussi a de la peine à se définir face à l'initiative Pour une Suisse sans armée. Son unique réaction à ce jour se

trouve dans la *Voix Ouvrière* du 28 mars 1985. Et c'est pour dire qu'un journal romand a annoncé par erreur sa participation au lancement de l'initiative. Ce n'est effectivement pas le cas. Au contraire : le PdT précise qu'il "n'est pas... dans les circonstances actuelles partisan de la suppression d'une défense nationale autonome et populaire de notre pays."

Quant au Parti socialiste (PS), comme il fallait s'y attendre, il est plus que jamais sur la défensive. Son aile droite se prépare à enterrer l'initiative pour le référendum sur les crédits militaires afin de ne pas être mis dans le même sac que le Groupe pour une Suisse sans armée (GPSA). Il reste à espérer que l'aile gauche du PS parviendra au moins à bloquer cette manœuvre.

Vers les 100 000 signatures

Le succès des récoltes de signatures contredit pourtant les positions opportunistes de la majorité de la gauche. L'initiative du GPSA donne la possibilité à des milliers de gens d'exprimer leur opposition au militarisme et à la course aux armements. Un sentiment bien plus profond dans l'opinion publique que ne le pensent les stratèges des partis réformistes.

La bonne marche de la récolte des signatures en témoigne, de même que l'écho obtenu dans tout le pays lors du lancement de l'initiative. Si les groupes GPSA parviennent à maintenir ce dynamisme, l'initiative atteindra son premier et plus important succès politique : la collecte de 100 000 signatures, ce qui démontrera que l'idéologie "du peuple uni sous les armes" n'est pas aussi unanime que ça. Une perspective qui n'enchantait certes pas la droite et les militaristes. Le PSO est partie prenante de ce combat ainsi que du renforcement des groupes GPSA et de l'aboutissement de la campagne de récolte des signatures.

E. Kaspar

Immigration :

Une bataille à gagner

Qu'elle ait abouti in extremis, avec un minimum de signatures, ne doit pas nous consoler. La nouvelle initiative xénophobe de l'Action nationale a été déposée. Elle sera votée dans deux ou trois ans et agitera beaucoup de monde. Elle fera du mal, peut-être même plus que les initiatives précédentes. Tout d'abord à cause de son apparence anodine.

Sa motivation officielle n'est ni xénophobe, ni raciste. L'accent n'est plus mis sur la surpopulation étrangère, mais sur la surpopulation tout court. L'Action nationale veut réduire le nombre d'habitants en Suisse pour sauvegarder l'environnement vulnérable d'un petit pays. Une fois cette option admise, l'attaque contre les étrangers prend l'allure d'une affaire de bon sens. Vous ne voulez tout de même pas expulser les Suisses...

Habile manœuvre

On aurait tort de se moquer du malthusianisme primaire de cette proposition. Après des décennies d'absence de luttes sociales et d'éducation anticapitaliste à grande échelle, elle risque d'avoir une audience considérable.

De plus, concernant les étrangers, cette nouvelle initiative ne fait qu'exprimer, en termes précis et

simples, ce que les milieux les plus autorisés veulent également atteindre, mais par des moyens moins clairs et plus contradictoires. La stabilisation et la limitation de l'immigration sont en effet depuis longtemps les pièces maîtresses de la politique officielle de la Confédération et des syndicats. Même si ces deux n'y souscrivent qu'à moitié. Le Conseil fédéral louvoie entre le contrôle de l'immigration et la satisfaction des exigences du patronat le plus retardataire. Les syndicats, pour leur part, avancent des revendications aussi contradictoires que la stabilisation de l'immigration, la priorité aux droits des travailleurs indigènes et l'égalité des droits entre Suisses et étrangers admis dans le pays.

Dans les deux cas, le résultat est ambigu. L'Action nationale peut ainsi vendre sa nouvelle initiative comme un moyen pour forcer les institutions et organisations établies

à adopter enfin une politique de stabilisation conséquente.

Des apparences trompeuses

Le texte de l'initiative de l'Action nationale semble à première vue modéré. Plus question de chasser les étrangers. Cette fois-ci l'extrême droite se limite à demander une réduction du nombre d'admissions. Le principe est le suivant : tant que la Suisse aura plus de 6,2 millions d'habitants, et pendant une durée maximale de quinze ans, le nombre annuel d'immigrants ne devra pas dépasser les deux tiers du nombre d'étrangers ayant quitté la Suisse l'année précédente.

L'acceptation de cette initiative entraînerait en fait l'obligation de revoir les fondements de la politique à l'égard des étrangers et signifierait la liquidation des dernières dispositions humanitaires.

La législation actuelle se limite à continger l'entrée de nouveaux travailleurs étrangers. Trois quarts de l'immigration évolue ainsi hors contingents. L'Action nationale vise le contingentement de la totalité de l'immigration, en y englobant le regroupement familial, la transfor-

mation des saisonniers en travailleurs à l'année et l'admission définitive des réfugiés. Elle précise très clairement que les saisonniers n'auront plus droit à une autorisation de séjour de longue durée. Ainsi l'acceptation de l'initiative impliquerait :

- les saisonniers seront définitivement privés de la possibilité de s'installer durablement en Suisse;

- le droit au regroupement familial des immigrés à l'année sera limité de façon draconienne et inévitablement arbitraire;

- l'octroi du statut de réfugié dépendra de critères n'ayant plus aucun rapport avec la situation dramatique des requérants d'asile;

- la loi sur l'asile sera abolie.

D'autres mesures discriminatoires (statut restrictif de frontalier, abolition d'accords bilatéraux, etc.) viennent encore aggraver le tableau.

Trois ans pour enrayer le discours xénophobe

Depuis quinze ans, le PSO, presque seul, propage une politique alternative à l'égard des étrangers, basée sur la solidarité internationale du mouvement ouvrier. Nous avons,

en vain, mis la gauche réformatrice en garde contre son attitude ambiguë en la matière. Une attitude qui désarme les travailleurs face au discours démagogique de l'extrême droite nationaliste.

Il ne sera pas facile de remonter aujourd'hui la pente. Raison de plus pour s'y atteler avec toutes les forces disponibles.

La Conférence "Suisses et étrangers dans les entreprises" tenue unitairement le 20 avril dernier par l'Union syndicale suisse, la Confédération des syndicats chrétiens et plusieurs associations d'immigrés semble indiquer que la conscience du danger est maintenant plus présente que dans les années soixante. L'écho que cette manifestation a rencontré dans les médias montre le rôle essentiel que les syndicats peuvent jouer. Le déroulement concret de la manifestation n'était cependant pas encourageant. Les directions syndicales se sont limitées à exposer une nouvelle fois leurs positions traditionnelles. Ceci ne suffira pas pour blinder, dans les deux à trois ans à venir, les salariés contre la propagande xénophobe de l'Action nationale.

Le Forum national, organisé le 19 octobre prochain par Etre solidaires sous le slogan "Vaincre la xénophobie par la solidarité", constitue une autre occasion pour relancer l'activité sur le sujet. Cette rencontre doit trouver un écho dans les organisations ouvrières, dans la jeunesse et dans la société en général. Elle peut favoriser une mobilisation à la hauteur des problèmes posés. L'actuel succès du badge "Touche pas à mon pote" est un signe positif à cet égard. D'autres formes devront être trouvées. Il faut à tout prix gagner cette bataille !

Urs Faucher

Canton de Berne :

LA DISSUASION CONTRE LES RÉFUGIÉS



Tamouls à Berne.

Les problèmes que les réfugiés rencontrent lors de leur séjour en Suisse sont liés à une politique d'asile dissuasive. Elle se manifeste par des hébergements collectifs dans des locaux exiguës, une inactivité forcée, un isolement par rapport à la population locale, une surveillance étroite et des sanctions disciplinaires. Dans le canton de Berne, depuis décembre 1984, les réfugiés n'ont plus droit à un permis de travail à leur arrivée, ce qui vient alimenter le mythe du "réfugié profiteuse et flemmard".

La ville de Berne tente par tous les moyens de "déverser" ses réfugiés ailleurs. Au début du mois d'avril, 40 Tamouls ont dû quitter

la "Casa Viller" pour laisser leur place aux... saisonniers revenus reprendre leur travail.

A Bienne, 40 réfugiés tamouls devaient être hébergés pour une période prévue de huit semaines dans un centre de l'Eglise réformée. Arrivés le 16 novembre dernier, ils ont dû quitter les lieux et regagner Berne au début du mois de janvier. La ville a en effet refusé d'étudier un projet d'accueil à moyen et long terme. Pourtant, ni les volontaires disposés à s'occuper des réfugiés ni les locaux ne faisaient défaut. Depuis deux ans, toute la politique des Oeuvres sociales de la ville consiste en une entreprise d'intimidation menée par le préposé aux réfugiés dont l'action ressemble à s'y méprendre à celle de la police. Un exemple : un réfugié, s'inquiétant de son manque d'argent, s'est vu gratifié du conseil suivant : "allez-vous prostituer"... Venant du préposé aux réfugiés, cette remarque laisse supposer le climat d'intimidation que subissent ceux qui vivent dans l'angoisse permanente d'une expulsion.

Saint-Imier : touche pas à mon pote !

A Saint-Imier, ville fortement marquée par le chômage, le Conseil général (législatif) refusait au début de février d'accueillir 55 réfugiés tamouls. La ville était prête à en accepter... cinq ou six !

Cette décision provoqua des remous, et pas seulement dans un

sens raciste. Une lettre d'opinion lancée par des milieux protestants a été signée par 180 personnes en l'espace de dix jours pour protester contre la décision du Conseil général. Le succès rencontré par cette lettre incite actuellement les signataires à poursuivre un travail concret de solidarité et d'accueil sur l'ensemble du Vallon de Saint-Imier.

Studen : essai d'intégration

Cinquante Tamouls vivent actuellement dans le centre de réfugiés de Studen (près de Bienne). Leur intégration se heurte à l'interdiction d'exercer un travail. Certains toutefois travaillent chez les paysans locaux, heureux de pouvoir bénéficier de cette main-d'œuvre gratuite et qualifiée. Ceux qui ne peuvent pas participer à ces "travaux de groupe" sont partis dans l'espoir de signer un contrat de travail dans un autre canton.

La volonté des responsables du centre est d'élaborer un programme d'occupation afin que les réfugiés puissent travailler dans des entreprises avec un salaire correspondant à celui d'un apprenti. Vu l'interdiction cantonale, ils essaient de limiter les dégâts en préparant des cours d'informatique, de mécanique et de travail agricole qui débiteront au mois de mai.

Studen constitue un des rares exemples quant à l'essai d'intégration des réfugiés à la réalité locale. La population réagit assez bien à leur présence.

correspondant

LE PSO AU CONSEIL DE VILLE

Dernièrement, nos deux camarades élus, Marie-Thérèse Sautebin et Sylvianne Zulauf, sont intervenues au Conseil de Ville (législatif) de Bienne.

Elles ont demandé à la Municipalité d'agir en faveur des réfugiés. Dans ce sens, plusieurs propositions ont été formulées :

- promouvoir une politique d'information sur les conditions de vie réelles des réfugiés afin de casser l'image du "réfugié-profiteur";

- interventions de la Ville auprès des autorités cantonales pour lever l'interdiction à l'accès au travail;

- mise sur pied d'un système de cours permanent de français et d'allemand spécialement conçu pour les réfugiés;

- enquête publique à propos de l'expulsion en France d'un réfugié tamoul ayant séjourné momentanément à Bienne. Cet homme s'est retrouvé sans abri ni nourriture plusieurs jours durant avant d'être recueilli par un autre réfugié.

Notre camarade Marie-Thérèse Sautebin a souligné qu'une Municipalité a en son pouvoir des possibilités d'œuvrer en faveur d'une politique d'accueil humanitaire, même si la question ne saurait se limiter au cadre communal. Affaire à suivre.

Congrès de la SEV :

ÉVITER LA VOIE DE GARAGE

Les cheminots, réunis en congrès ordinaire les 22 et 23 mai, seraient bien inspirés de tirer un bilan sans complaisance de ces cinq dernières années et de la réponse syndicale de leur fédération, la SEV. Qui, parmi leurs dirigeants syndicaux, avait prévu les implications du mandat de prestations confié par le Parlement aux CFF en 1982 ? Ce premier mandat, qui s'achèvera en 1986, "laissera un avenir syndicalement amer" (Cheminot du 2 mai 1985).

Pourtant, ce n'était pas imprévisible. Ce mandat visait à réduire le caractère de service public des CFF au profit de l'aspect purement commercial. Ceci dans un climat de concurrence exacerbée sur le marché des transports et qui n'a fait que s'aggraver sous l'effet combiné de la crise et d'une politique des transports à la dérive.

Parmi les succès que recense la direction des CFF, retenons : l'horaire cadencé en trafic voyageurs, de nouvelles stratégies d'offre en trafic marchandises (cargo-domicile, nouveaux concepts dans les transports combinés et les wagons complets) et d'une manière générale un plus grand dynamisme commercial. Mais les "conditions-cadre" économiques et de politique de transports ayant empiré — contrairement à ce que promettait la Conception globale des transports — les objectifs d'équilibre financier n'ont pas été atteints. C'est un constat d'échec. Mais l'échec est bien plus douloureux pour les cheminots du rang, qui ont dû payer, au prix d'une intensification de leur travail, les "succès" de l'entreprise.

Compte salé pour les cheminots

L'effectif du personnel des CFF est passé de 39 213 agents en 1982 à 37 500 en 1985, soit une baisse de 2,3 o/o. Les restructurations avec démontage, sous l'impulsion de diverses expertises (Hayek entre autres), n'ont pas cessé :

- trafic de détail (cargo domicile) : réduction de 900 agents (en cours de réalisation cette année) ;
- suppression de gares : 10 à 20 par an ;
- nouveau concept pour les wagons complets : on articule le chiffre de 2000 postes remis en cause ;
- gardes-barrières : diminution

planifiée sur six à huit ans de 550 postes ;

- trains sans accompagnement : suppression de 200 agents sur plusieurs années ;
- services administratifs : pas loin de 300 postes balayés.

Et la liste est loin d'être complète... Résultats tangibles de cette politique : non seulement une baisse de l'effectif du personnel, mais des déplacements accrus avec de nombreux cas de déqualification et, bien sûr, la compression des coûts salariaux. Ces derniers représentent désormais moins de 59 o/o des coûts totaux, alors qu'ils tournaient autour de 64 o/o au milieu des années soixante-dix !

Parallèlement, les prestations des CFF se sont accrues. A lui seul, l'horaire cadencé a requis une augmentation de plus de 20 o/o des prestations. Moins de personnel pour plus de prestations. On ne s'étonnera pas si le ras-le-bol du personnel est monté d'un cran. Ras-le-bol face à la direction des CFF, mais également en partie face à la SEV.

Une opposition timide

La direction de la SEV a priorisé son action pour une nouvelle politique des transports. On n'aurait rien à redire à cela si elle avait saisi l'occasion pour dénoncer les vraies causes du gâchis actuel. Mais surtout, elle a accompagné cette orientation d'une acceptation presque sans résistance de la plupart des me-

sures de restructuration, exception faite de quelques protestations verbales sans suite. Un nombre croissant de cheminots se demandent si les grands discours sur la politique des transports ne cachent pas en fait la démission de la direction syndicale. Ainsi une conclusion s'impose : il faut une orientation combative de la politique syndicale.

Trouver une autre voie

Dans ce contexte plutôt morose, il est réjouissant qu'un certain nombre de sections SEV présentent dans leurs propositions (voir encart) quelques éléments intéressants pour une politique de résistance aux restructurations :

- lutte contre la réduction des effectifs et l'intensification du travail à partir de la mise en application de la semaine de 42 heures tout en visant l'objectif des 40 heures ;
- pour de nouvelles "conditions-cadre", ce qui passe par la remise en question du mandat de prestations actuel et la renégociation du prochain, ainsi que par la lutte, avec toutes les forces progressistes, pour une autre politique des transports.

La discussion au Parlement, dans

le courant de l'année prochaine, du mandat de prestations représente la première échéance importante. La direction de la SEV s'est déjà pratiquement alignée sur les propositions formulées par la direction des CFF à l'adresse du Conseil fédéral. Il est vrai que ces propositions indiquent un certain tournant par rapport aux conditions actuelles (la pression écologiste et de la gauche y est-elle pour quelque chose ?). La prise en charge par la Confédération dès 1987 de l'infrastructure ferroviaire, par analogie avec ce qui se fait pour les routes, est un pas dans la bonne direction. Mais deux réserves de taille méritent l'attention des cheminots. D'abord le fait que la direction des CFF compte poursuivre sa politique de "gestion capitaliste" dans le secteur du "libre marché", comme elle l'appelle. L'expérience accumulée ces cinq dernières années montre ce que signifie ce genre d'intention. En second lieu, les propositions intéressantes des CFF ne passeront pas forcément le cap du Parlement. Déjà le porte-parole attiré de la bourgeoisie qu'est la *Neue Zürcher Zeitung* (NZZ du 20 avril 1985) les conteste, car elles aboutiraient "à désamorcer une pression économique saine pour la réduction la plus grande possible du déficit réel..."

C'est dire si l'avenir est loin d'être rose. Dans ce sens, la mobilisation des cheminots pour promouvoir une autre politique des transports reste indispensable. Malheureusement, la direction de la SEV ne semble pas en mesure de se mettre à la tête d'une telle politique. Même si son Comité directeur recommande l'acceptation de la plupart des propositions visant à la mobilisation, les syndicalistes combattifs auront tout intérêt à exiger des engagements précis et surtout à surveiller leur réalisation, en coordonnant leur action.

A. S.

Les propositions des sections

Les principales préoccupations des cheminots, telles qu'elles ressortent de leurs propositions au Congrès ordinaire sont les suivantes : la semaine de cinq jours pour tous (vieille revendication !), la réalisation pratique de la semaine de 42 heures au 1er juin 1986 avec effectifs compensatoires, les 40 heures, le relèvement des bas salaires, le prochain mandat de prestations et l'avenir des transports publics.

Dans des formes un peu différentes, la section VPT Jura (chemins de fer privés) et ZPV Olten (agents de trains) demandent que la SEV établisse une méthode de calcul des postes supplémentaires à créer, nécessités par l'introduction de la semaine de 42 heures et qu'elle fasse procéder par ses sections et ses militants à des enquêtes sur les lieux de travail afin d'éviter une charge supplémentaire de travail. Cette action devrait être combinée avec une campagne contre le blocage du personnel dans les services publics. Le Comité directeur de la SEV recommande le rejet de la partie de ces propositions ayant trait à l'enquête, en prétextant le manque d'infrastructure pour la réaliser.

La section SBV Tessin (personnel des gares) propose que l'on reprenne sans délai la lutte pour les 40 heures, ceci en collaboration avec l'USS. Elle peut être mise en relation avec celle de la VPT Jura qui demande que la SEV s'engage pour le maintien du volume de l'emploi dans les chemins de fer.

Forts des expériences amères accumulées depuis la mise en vigueur du premier mandat de prestations des CFF, les sections VPT Jura, ZPV Olten, ZPV Goldau-Zug exigent de la SEV une campagne de dénonciation des dégâts provoqués par le mandat actuel en vue de la discussion au Parlement du prochain mandat qui couvrira la période 1987-1991. Ces sections proposent aussi l'organisation d'assemblées, de manifestations, de stands d'information ayant comme point culminant une semaine d'action à la veille du débat parlementaire.

Horlogerie :

Quand les banques torpillent la diversification

Tissot synthétique (ex-société de la SSIH) aurait pu fabriquer des millions de régulateurs pour aérosols (spray non polluants). Cela aurait créé de nouveaux postes de travail et aurait contribué de manière importante à la protection de l'environnement.

Au lieu de cela, la direction de l'ASUAG-SSIH a décidé de liquider l'usine. Bilan : vingt licenciements ! Qui a dit que l'initiative privée garantissait la diversification de l'horlogerie ?

On estime que 6 à 10 milliards d'aérosols sont remplis annuellement dans le monde, causant des dégâts irréversibles. Dès 1981, Tissot synthétique avait mis au point ce régulateur en matière synthétique. Celui-ci utilisait simplement de l'air comprimé et évitait de remplir les aérosols avec des gaz nocifs pour l'atmosphère ou inflammables.

En 1983, les premières commandes sont passées. Un contrat de Sanada (Tokyo) demande 10 millions de pièces (valeur 3,45 millions de francs) puis des commandes pour une cadence de deux millions de pièces par mois dès août 1984. Network (Angleterre) interrompt ses propres recherches et com-

mande 1 million de pièces par mois dès septembre 1984.

Tissot signait un contrat d'exclusivité avec l'inventeur du produit, puis passait dans le groupe "gamma" (diversification) de l'ASUAG-SSIH.

Mi-juin, coup de théâtre. La direction interdit à Tissot synthétique de poursuivre la mise au point. Les ouvriers sont mis au chômage à 100 o/o.

Profits contre création d'emplois

"Le blocage avait une raison : gagner plus. Gamma décide de proposer à l'inventeur un nouveau contrat." L'inventeur refuse et, en février 1985, sans avoir fabriqué

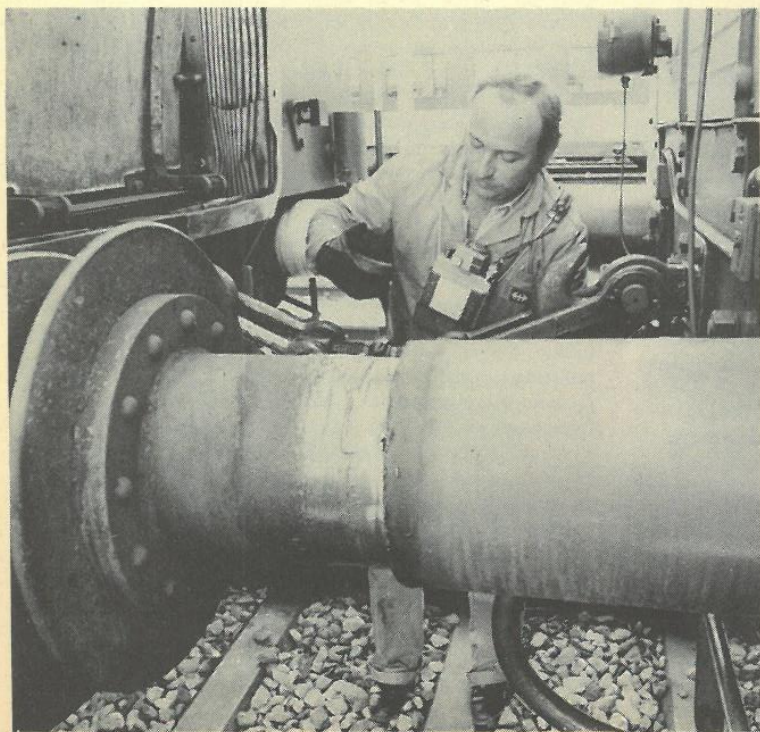
une seule pièce, ASUAG-SSIH liquide Tissot synthétique, qui est rachetée par ses deux directeurs moyennant le licenciement de vingt personnes sur quarante-deux.

Ce n'est pas tout. Network, ce gros client non satisfait, a relancé et commercialisé en mars 1985 son propre système d'aérosols sans gaz. Les commandes affluent. Ainsi, les banquiers qui dirigent l'horlogerie ont dilapidé une réelle possibilité de diversification.

Pour eux, la création d'emplois durables et la protection de l'environnement important peu face aux profits. Nous l'avons déjà analysé dans ces colonnes.

Cet exemple tragi-comique montre aussi qu'un contrôle public est nécessaire pour réussir une diversification qui crée des emplois.

José Sanchez



"Moins de personnel pour plus de prestations."

Interfoto

En passant si rapidement et si brutalement des illusions doucereuses de l'avant-mai 81 à la potion amère de la politique gouvernementale, le PS français pose une nouvelle fois une vieille question du mouvement ouvrier : à quoi sert un parti pareil ? Quelle est sa nature, sa fonction ?

Voilà des questions que l'on aurait trouvé iconoclastes en 1981. Dans la foulée de ses succès électoraux, le PS français semblait alors avoir définitivement jeté aux orties les hardes de la social-démocratie. C'était du moins l'avis de tous ceux — et ils n'étaient pas peu — qui voyaient en lui un parti "différent" ; peut-être pas encore révolutionnaire, mais si prêt de le devenir.

Ces illusions font aujourd'hui sourire. Elles n'étaient toutefois pas sans fondements, car le PS lui-même avait tout fait pour leur donner un semblant de réalité.

Ce n'était pas de "rigueur" dont parlait le candidat à la présidence Mitterrand, mais bien de "suppression de l'exploitation". Ce n'étaient pas "les restructurations" qui étaient au cœur du credo socialiste, mais "l'autogestion et la démocratie". La force tranquille était alors celle de la rupture, inexorable et nécessaire, avec le capitalisme.

LE CHANT DU DÉPART

L'affaire fut rondement menée et permit de gagner les votes de millions de salarié(e)s. Qui ne votèrent certes pas les "110 propositions" du futur président, ni même le "Projet socialiste" du PS, mais bien leur tonalité générale, celle de la marche au socialisme. Bien sûr, en gérants respectueux du système, les responsables socialistes avaient multiplié les "si" et les "mais" ; n'empêche que l'air qu'ils chantaient sonnait comme un cri de guerre aux capitalistes. Ecoutez le vainqueur du congrès d'Epinay (juin 1971), qui voit la fondation du PS français et le début de la marche triomphale de l'actuel locataire de l'Elysée : "Celui qui n'accepte pas la rupture avec l'ordre établi et la société capitaliste ne peut pas être adhérent du PS. La révolution, c'est la rupture. Notre base, c'est le front de classe."¹ Là-dessus, François Mitterrand entonne, pour la première fois de sa vie, l'Internationale. Propos de circonstances ? Que l'on plonge alors dans les oeuvres présidentielles : "Je crois qu'il est plus simple d'admettre que face à la crise mondiale du capitalisme il n'est pas d'autre réponse pour notre pays que l'avènement d'un autre système, qui, à mes yeux, ne peut être que le socialisme." (L'abeille et l'architecte)

Ailleurs : "Pour les socialistes, planification, nationalisation, autogestion sont des termes inséparables. Leur projet est de rendre les citoyens responsables de la communauté politique, les travailleurs responsables de la communauté économique. (...) Mais l'autogestion ne se décrète pas. Elle s'inscrit dans une évolution qui tend à l'abolition du salariat et à l'extinction de la lutte des classes. Aspiration de nature et de portée révolutionnaires elle n'a pas encore rencontré les structures qui feront d'elle une réalité. Raison de plus pour avancer. (La Rose au poing) Ou encore : "Ainsi que le rappelle le programme du Parti socialiste, la destruction réelle et complète de tous les modes d'exploitation de l'homme par l'homme suppose l'avènement de la démocratie économique dont le point de départ reste l'appropriation collective des grands moyens de production, d'investissement et d'échange. Aussi varié et changeant que soit le contenu des classes sociales que brassent continuellement l'évolution des techniques et l'extension du savoir, le conflit entre la classe dirigeante et la masse des travailleurs reste plus que jamais d'actualité. On appartient à un camp ou à l'autre. Il n'y a pas de no man's land." (La Rose au poing)² Et durant le congrès de Metz (1979) du PS : "Une addition d'expérimentations sociales ne peut remplacer la conquête du pouvoir d'Etat et la maîtrise des pôles de l'économie (...) Notre objectif n'est pas de moderniser le capitalisme ou de le tempérer, mais de le remplacer par le socialisme (...) Personne ne croit au "grand soir" ? Ce n'est pas une raison suffisante pour renvoyer le socialisme aux calendes grecques. Ce sera long ? Raison de plus pour commencer dès l'avènement du gouvernement de la gauche, et pour atteindre dans les trois mois un seuil décisif."³

Et il y en a ainsi des tonnes et des tonnes. Bien sûr, on peut facilement ranger ces déclarations dans le casier de la démagogie classique du réformisme, celle du "demain on rase gratis". Elles y ont incontestablement leur place ; mais en même temps elles sont constitutives de l'image que le PS veut se donner de lui-même, celle d'un parti "réformiste-révolutionnaire". A la vieille SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) de Léon Blum et Guy Mollet doit ainsi succéder un PS retrempe au feu de la lutte des classes. Son programme — comme du reste le "Programme commun" — est banalement réformiste ; les "110 propositions" du candidat Mitterrand sont encore plus timides ; mais en plaçant tout cela sous l'éclairage rouge sang de l'anticapitalisme, le PS répond à une attente réelle de milliers de travailleurs. Mai 68 — qui ne fut pas qu'une fête, mais aussi une grève générale précédée d'une montée des luttes ouvrières — avait passé par là. Tirant le bilan de l'impossibilité d'obtenir des acquis durables par la seule lutte syndicale ou d'entreprise, ils cherchaient un débouché, une perspective politique. Il fallait non seulement tenter de faire plier le patron de sa boîte, il fallait aussi chasser le patronat. C'est cette audience que le PS captera, au-delà même de ses espérances. L'ampleur même de son succès était gros d'ennuis.



Avant le 10 mai 1981...

France, mai 81 — mai 85 :

A quoi ça sert, un parti socialiste ?



... et après.

Quatre ans après l'accession de François Mitterrand à la présidence de la République française, une chose paraît à coup sûr inimaginable : que des centaines de milliers de personnes se rassemblent sur la place de la Bastille pour commémorer, dans la joie, cet anniversaire. S'il avait la reconnaissance du ventre, le patronat pourrait sabrer le champagne. Mais les autres... L'espoir du 10 mai 81 a été si rapidement dilapidé que le seul crédit populaire dont dispose encore le Parti socialiste (PS) au pouvoir, c'est d'empêcher provisoirement le retour d'une droite toujours aussi repoussante. C'est maigre.

Y'A COMME UN MALAISE

L'acide de la rigueur austère — ou de l'austérité rigoureuse, comme on voudra — allait rapidement ronger la fine pellicule de l'état de grâce et des réformettes du début du septennat. Le retournement de veste fut brutal⁴. Mitterrand en avait lui-même donné le signal de départ : "Ce que j'ai appelé le socialisme, je n'en fais pas ma bible."⁵ En choisissant de gérer la crise, l'Elysée et Matignon y précipitaient à coup sûr le PS. La "modernisation" de la sidérurgie lorraine, c'est le saccage des permanences du PS par les ouvriers en colère. Et quand Christian Pierret, député des Vosges et rapporteur général du budget, laisse cyniquement tomber : "Il ne faut pas se cacher derrière nos textes. Le pouvoir nous a fait changer. Il est devenu aussi vieillot de parler de rupture avec le capitalisme que de parler d'abolition du salariat", les élus socialistes du Nord — Pas-de-Calais lui répliquent : "Nous n'avons pas été élus pour ça. (...) La modernisation telle qu'elle a été menée dans le reste du pays, est inacceptable. On ne peut pas faire la modernisation sur le dos de la classe ouvrière."⁶

Ailleurs, à Villeurbanne, dans la banlieue de Lyon, un ouvrier explique à sa section sa "bonte d'être socialiste" et sa haute considération pour le Premier ministre : "un tocard". Dans d'autres sections, l'humour noir se veut consolateur : le retour de la droite n'est pas à craindre

puisque "la droite est déjà au pouvoir"⁷. Même Laurent Fabius y est allé de son petit couplet lyrique : "Croyez-vous que je ne sois pas ému et bouleversé lorsque certains demandent : "Est-ce bien la gauche au pouvoir ?"⁸

En bisbille avec une bonne partie de sa base sociale⁹, le PS affronte aussi un autre problème : celui de sa place dans les institutions de la Ve République. On sait avec quelle aisance Mitterrand s'est glissé dans les habits de feu le général de Gaulle. Taillées à la mesure du bonaparte, les institutions gaullistes ne laissent qu'un rôle dérisoire au parti. La politique gouvernementale lui échappe, sa marge de manoeuvre parlementaire peut à chaque instant être supprimée par l'exécutif. Le parti est ainsi ramené au rôle de "piétaille" du Président, de "parti godillot". Conscients du problème, les responsables socialistes avaient bien essayé d'y répondre aux lendemains du congrès de Valence (1981). Jacques Kergoat dresse ainsi le bilan des quatre tâches confiées alors au PS : "(1) Rôle de réflexion. Non seulement le Parti socialiste n'a guère donné entre mai 1981 et janvier 1983 le sentiment d'être particulièrement imaginatif, mais on y a à vrai dire jamais aussi peu réfléchi. (...) 2) Etre le gardien du programme ? Si tel avait été le but assigné, le moins que l'on puisse dire est que l'objectif n'aurait pas été atteint. (...) 3) Empêcher que le pouvoir ne s'isole ? Mais le pouvoir est pourtant aujourd'hui infiniment plus "isolé" qu'il ne l'était au lendemain du 10 mai. (...) 4) Quant à la quatrième fonction, contrôler l'action gouvernementale, la direction s'y est essayée : on lui a répondu par l'Article 49-3.

"Même pas "parti godillot", l'impression principale que donne alors le PS est qu'il ne sert rigoureusement à rien. Une telle situation ne peut évidemment se prolonger sans qu'une grave crise ne secoue le parti." 10

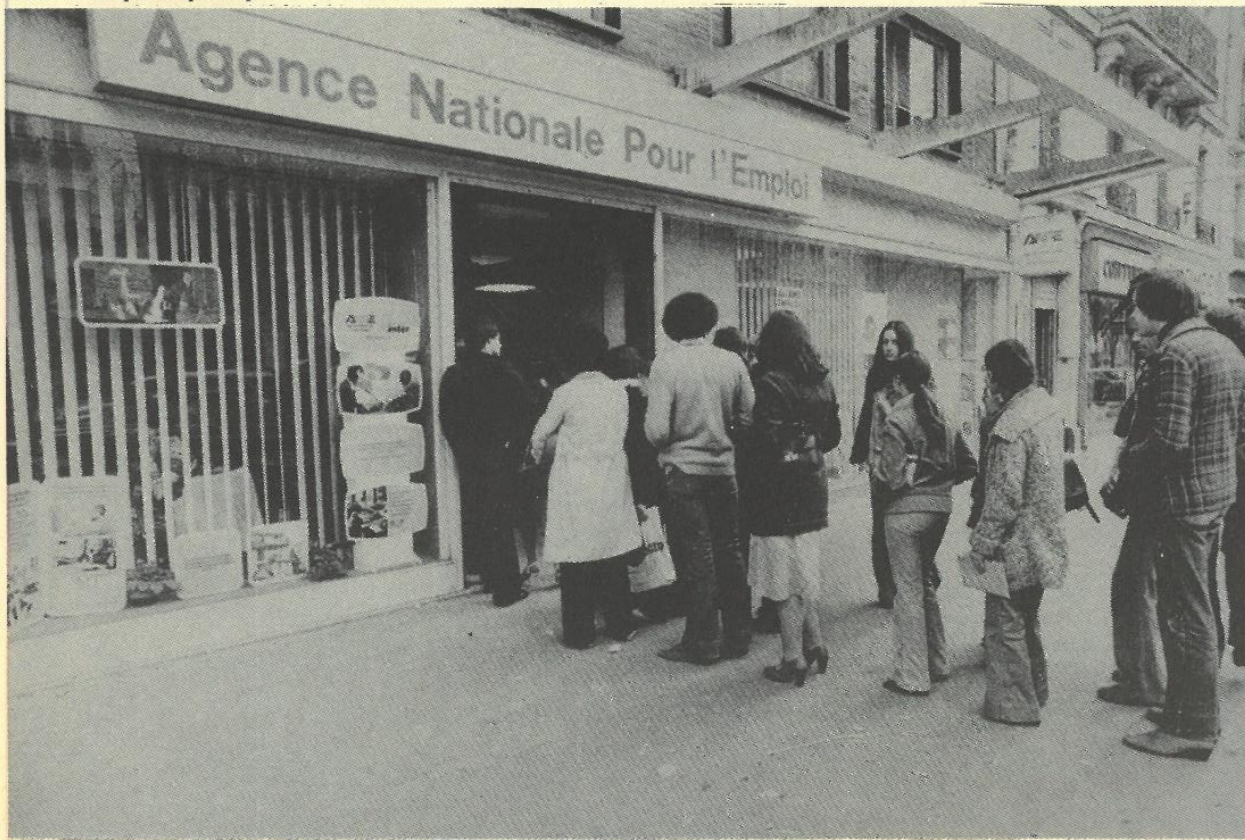
Enfin, dernier élément du malaise, pour ne pas dire de la crise du PS : son vide stratégique. La politique de restructuration et de modernisation, c'est aussi la fin de la stratégie d'Union de la gauche, évidente avec le départ des ministres communistes. D'où les efforts de l'Elysée pour faire apparaître une autre force avec laquelle faire alliance. Jusqu'à ce jour, de la liste de centre-gauche ERE aux élections européennes en passant par l'utilisation tactique du Front national de Le Pen pour faire exploser la droite, rien n'a marché. Les élections à la proportionnelle départementale y réussiront-elles ? Ce n'est pas sûr. Et que deviendra alors le PS ? Sera-t-il le pilier principal de cette future coalition, ou,

qu'il est le principal parti représentant des travailleurs et qu'il doit en tout cas se fixer comme objectif de le rester." 16.

Même, mais oui, Michel Rocard, s'y met rappelant que "la gauche doit se souvenir qu'elle est la gauche" 17. Ils savent aussi qu'une "dérive travailliste" donnerait un grand ballon d'oxygène au Parti communiste. Et puis larguer ainsi les amarres sociales du PS, n'est-ce pas courir vers le grand large de la catastrophe, perdre à la fois des voix, des sièges et le parti lui-même ?

Début de réponse au prochain congrès de Toulouse, qui verra les mandataires du PS préparer les conditions d'une "défaite honorable". Il est souhaitable que les travailleurs français s'en remettent plus rapidement que le PS.

Eric Peter



Une queue de chômeurs et de chômeuses devant une agence pour l'emploi.

transformé en parti attrape-tout, deviendra-t-il lui-même le creuset de cette alliance ? De fait, le débat est déjà lancé.

LA TENTATION TRAVAILLISTE

Diverses réponses, ou début de réponses, sont apportées par les différents courants du PS, qui préparent le congrès de Toulouse de cet automne 11. L'ancienne "gauche marxiste", le CERES de Jean-Pierre Chevènement et Didier Motchane avance la perspective d'un Front républicain ; dans le même souci de ratisser large, les néo-rocardiens d'AGIRS déclarent tout de go : "Pour nous, être à gauche aujourd'hui, c'est faire de l'esprit d'entreprise, autrefois réservé à une caste, la nouvelle frontière du peuple français tout entier." 12 Ça décoiffe, non ? D'autres, peut-être plus proches de la pensée présidentielle, parlent de front démocratique : "Aussi face aux périls qui grossissent (racisme, peur, pauvreté, montée des extrêmes), ayons le front de proposer un consensus stratégique entre tous les courants démocratiques du pays. Ainsi, au-delà du clivage gauche-droite pourraient s'affirmer les principes sur lesquels notre société doit impérativement reposer (...)" 13 Dans le même sens, la proportionnelle "prépare les conditions d'une nouvelle bipolarisation et préfigure les formes de l'alternance de demain : d'un côté le bloc conservateur, et, de l'autre, le bloc démocrate. (...) Le PS doit devenir la grande force de représentation démocratique, allant des mouvements alternatifs au centre gauche." 14

Voilà qui conforte Maurice Duverger qui peut ainsi, pour la Xème fois, représenter son projet de "travaillisme à la française", moderne, pragmatique et défendant ouvertement la collaboration de classe, à l'image des social-démocraties allemande, nordique ou anglaise. 15

Oubliant, comme toujours, que la force d'attraction — y compris électorale — de ces sociaux-démocrates-là tient pour une bonne part à leur contrôle des principales organisations ouvrières du pays. Ce que le PS français est loin d'avoir. Cette faiblesse, nombre de dirigeants du PS la connaissent. Comme ils connaissent l'histoire du courant social-démocrate en France, avec ses échecs répétés et saignants de constitution d'un parti de "troisième type" libéré de ses attaches ouvrières. De la politique de "troisième force" menée aux lendemains de la Libération au Cartel des non à de Gaulle en 1962, la SFIO perdra la moitié de son électorat et le 80 o/o (!) de ses militants. La candidature de Defferre — alors principal représentant de l'aile anticommuniste de la SFIO, responsable de la tentative de Grande Fédération avec le MRP démocrate-chrétien de Jean Lecanuet — aux élections présidentielles de 1969 : 5,01 o/o des voix !

Ces leçons ont tout de même été retenues au siège du PS. D'où les cris de casse-cou lancés par Mauroy, Jospin ("Je pense que le Parti socialiste (...) est fondé à penser

1. Cité par Catherine NAY, *Le Noir et le Rouge* ou l'histoire d'une ambition, Grasset, 1985, p. 322.

2. François MITTERRAND, *La Rose au poing*, Lausanne, Ed. Rencontre; *L'Abeille et l'architecte*, Paris, Flammarion. Le titre de cet ouvrage fait en outre clairement référence à Marx : "Notre point de départ c'est le travail sous une forme qui appartient exclusivement à l'homme (...) ce qui distingue dès l'abord le plus mauvais architecte de l'abeille la plus experte, c'est qu'il a construit la cellule dans sa tête avant de la construire dans la ruche." (*Le Capital*, Livre 1er, tome I, section 3)

3. Cité par Jacques KERGOAT, *Le Parti socialiste*. De la Commune à nos jours, Le Sycomore, p. 251.

4. Pour qui voudrait s'en convaincre, il suffit de lire la série d'articles, approuvés, publiés par *Le Monde*, du 9 au 16 octobre 1984, sous le titre général : "Les métamorphoses du socialisme".

5. Discours de Figeac, 27 septembre 1982, in Catherine NAY, op. cit.

6. *Le Monde* des 7 et 29 décembre 1984.

7. *Le Monde* du 5 janvier 1984 : "Peut-on être socialiste aujourd'hui". Si nous citons souvent ce journal, ce n'est pas au nom de son impartialité. Au contraire, la modération pro-gouvernementale du *Monde* le rend partie prenante du débat sur la fonction du PS et l'oblige à suivre ainsi d'assez près ce qui s'y passe. En outre, ce journal sert souvent de véritable bulletin de discussion pour les socialistes français, par le biais des tribunes libres et du courrier des lecteurs.

8. *Le Monde* du 18 décembre 1984. Quand le technocrate Fabius veut donner une tournure chaleureuse à ses propos, il va la chercher chez les autres. La rhétorique du "croyez-vous que je ne sois pas ému" s'inspire directement du célèbre discours de Léon Blum du 6 septembre 1936 à Luna-Park, où il justifiait sa politique de non-intervention en Espagne : "Est-ce que vous croyez qu'il y a un seul de vos sentiments que je n'éprouve pas et que je ne comprend pas ? Vous avez entendu l'autre soir les délégués du Front populaire espagnol (...) Croyez-vous que je les ai entendus avec moins d'émotion que vous ? Quand je lisais comme vous dans les dépêches le récit de la prise d'Irun et de l'agonie des derniers militaires, croyez-vous par hasard que mon cœur n'était pas avec eux ?" (in Jean LACOUTURE, *Léon Blum*, Le Seuil, p. 374).

9. "La modernisation, en définitive, pose le problème des bases sociales et du rôle du PS", explique le document préparatoire à la Convention sur la modernisation du PS. Cité par F. DUVAL, cf. note 11.

10. in *Le Parti socialiste*, op. cit., pp. 318-319. L'article 49-3 de la Constitution permet au gouvernement de poser la question de confiance au parlement ; si ses propositions sont repoussées, sa démission est automatique. C'est donc une formidable arme de changement.

11. Sur ce point, voir François DUVAL, "PS : Cap sur les législatives" in *Critique communiste* No 40, avril 1985.

12. M.-N. LIENEMANN, P. FINEL, "Pour un libéralisme de gauche", in *La Nouvelle Revue socialiste*, No 71, octobre 1984.

13. Un "point de vue" de quatre militant(e)s socialistes, intitulé "Pour être modernes soyons démocrates", paru dans *Le Monde* du 16 décembre 1984.

14. "Les enjeux véritables", texte de débat de quatre membres du PS, *Le Monde* du 3 avril 1985.

15. Maurice DUVERGER, "Un nouveau "projet socialiste", *Le Monde*, 4 décembre 1984.

16. *Le Monde*, du 7 décembre 1984.

17. Entretien avec le *Nouvel Observateur*, cité en note 11.

Au fast-food de la modernité

On a vu ci-contre les problèmes posés au PS français par la politique gouvernementale. On a vu qu'elle mettait en danger jusqu'à la base sociale du parti. Reste alors une question "toute bête" : pourquoi cette politique apparemment suicidaire ? Pour y répondre, il faut au-delà de l'incohérence des apparences chercher la fonction d'une telle politique. Celle que Léon Blum sut si bien mettre en évidence lors du procès que lui firent les bourgeois vichystes à Riom (1942) : "Mon devoir était clair, impérieux. Il était d'épargner à la France, à la suite de la guerre civile, la guerre étrangère, de ne pas provoquer entre patrons et ouvriers ce que les patrons redoutaient alors le plus, cette espèce de division morale qui est plus grave et plus pernicieuse que tout, dans un pays et une démocratie. Mon devoir était de ne pas provoquer de semblables convulsions civiles. (...) Si je n'avais pu, par la conciliation entre ouvriers et patrons, ramener l'ordre civique, l'ordre républicain, j'aurais renoncé à mon mandat et peut-être à ma vie d'homme politique..." 1

Epargner à la France ce que les patrons redoutaient le plus : tout est là, tout est dit. François Mitterrand, s'il partageait pour deux sous l'espèce de candeur naïve du grand bourgeois Léon Blum, pourrait signer cela des deux mains. Union nationale pour la sauvegarde des intérêts essentiels du capitalisme, voilà bien l'alpha et l'oméga de la politique réformiste.

Mais le parti qui mène une telle politique n'a-t-il pas franchement passé de l'autre côté de la barricade ? Est-il autre chose qu'un simple parti bourgeois un peu plus populiste que les autres ? Au vu du désastre de la politique social-démocrate de gestion de la crise, en France ou ailleurs, ces questions sont légitimes. Elles ne sont du reste pas nouvelles, le réformisme ayant su tout au long de l'histoire trouver des trésors d'ingéniosité pour resservir sans cesse la même soupe réchauffée au goût du jour.

Dans son ouvrage déjà cité, Jacques Kergoat réfute avec rigueur tous les arguments de ceux qui estiment que le PS français est un parti bourgeois, petit-bourgeois, néo-petit-bourgeois, bref tout sauf ouvrier. Parant au plus pressé, ces conceptions soulèvent plus de problèmes qu'elles n'en résolvent. Pour prétendre à un minimum de rectitude théorique, ces jugements sont obligés de construire une vision archaïque de la classe ouvrière — réduite à sa portion proprement industrielle, dans laquelle le PC (pour quelque temps encore) est majoritaire — pour faire ensuite émerger les "nouvelles classes moyennes" dont le PS serait l'expression. Ce bel échaffaudage s'écroule cependant dès qu'on l'examine d'un peu plus près. De la SFIO au PS de François Mitterrand, ce qui domine, c'est la continuité, que ce soit en matière d'électorat, de composition sociale, de composition de la direction, de recrutement et de programme. Ceux qui du reste tentent honnêtement, par le biais de ces catégories sociales, de fournir une nouvelle base sociologique au PS finissent par reconnaître qu'elles sont bien proches du prolétariat... 2

En fait, tout le secret de l'affaire réside dans la double fonction de la social-démocratie : ouvrière par sa base et son organisation, bourgeoise par sa politique. Une double fonction qui renvoie à la situation du prolétariat dans la société capitaliste, classe dominée obligée de lutter quotidiennement pour ses intérêts immédiats et porteuse d'un avenir débordant ce cadre. Comme il est rare, historiquement parlant, que les deux aspects se confondent, la social-démocratie se glisse dans leur écartement et en vit. Parti ouvrier-bourgeois, elle est pour Lénine le "lieutenant ouvrier de la bourgeoisie". Kergoat préfère l'image de "l'avocat marron" de la classe ouvrière. Par inclinaison personnelle, nous choisirons plutôt celle du "restaurant ouvrier à cuisine bourgeoise". On y mange, mal, du réchauffé et du surgelé, mais on y mange. Que l'on n'oublie toutefois pas que la révolution russe commença par l'insurrection des marins du cuirassé Potemkine, refusant la nourriture avariée qu'on leur servait...

1. Jean LACOUTURE, *Léon Blum*, op. cit., p. 478.

2. Ainsi J.-P. Garnier, qui dans *Critique communiste* (No 40, avril 1985) commence par expliquer que le PS au gouvernement est l'émanation de la "petite-bourgeoisie intellectuelle" pour conclure finalement que "la situation de ses couches inférieures s'apparente de plus en plus à celle des prolétaires du tertiaire". Retour, donc, à la case départ...



Lors des manifs de jeunes à Lausanne.

photo Sergio Medina

Congrès des Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR) :

«Tellement non-suisse»

Les Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR) tiennent leur deuxième congrès à Bienne les 11 et 12 mai. Deux ans après sa fondation, que font les JSR ? Nous en avons parlé avec Urs Vögtli, l'un de ses responsables.

La Brèche : Les mouvements de jeunes semblent moins bruyants. Qu'en reste-t-il ?

Urs Vögtli : Si ces deux dernières années n'ont pas été très "mouvementées", les jeunes n'en restent pas moins critiques. Nous le constatons dans notre travail. Depuis plus d'un an, nous soutenons activement l'initiative Pour une Suisse sans armée — notamment en Suisse romande. L'écho est important et

aucune autre organisation politique de jeunesse ne la soutient.

Nous avons réuni 8000 signatures contre l'achat des chars Leopard 2. "Le contenu de cette pétition est tellement non suisse qu'elle ne mérite aucun commentaire", nous a répondu le président de la commission du Conseil des Etats Schönberger. Mais les jeunes ne croient plus guère à la défense nationale. A Zoug, un référendum

des JSR contre une place de tir a presque obtenu 40 o/o.

* Non à la militarisation, oui à la solidarité, entend-on souvent. Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?

— Une solidarité concrète avec le Nicaragua. Nous avons organisé une tournée des Jeunesses sandinistes en Europe, avec récolte de fric pour le matériel photo de leur journal *Muchachos*. Nous participons à une nouvelle tournée (cf. encart) pour encourager les jeunes à une solidarité directe avec les jeunes au Nicaragua. La solidarité, c'est aussi le refus du racisme. La mobili-

sation a été active contre Le Pen (soirée de 700 jeunes à Genève), le groupe étudiant de Berne et les JSR de Zurich ont aussi mené des actions, avec les jeunes de l'immigration.

* Sur quoi portera le Congrès ?

— Nous discuterons d'un pro-

gramme d'action, nous échangerons nos expériences. Les Jeunesses sandinistes y sont invitées, ainsi que des représentants des jeunes immigrés de France. Nous devrons aussi discuter comment renforcer notre soutien à Pour une Suisse sans armée.

Les Jeunesses sandinistes en Suisse

Du 7 au 31 mai des camarades des Jeunesses sandinistes feront une tournée en Suisse, organisée par les Comités de solidarité avec l'Amérique centrale. Les JSR, le PSO participent à cette tournée. On y entendra Noel Irias, responsable de la formation politique, Blanca Rosa Hernandez, militante lycéenne de Managua, Francisco Campos, organisateur des jeunes paysans de Chontales et Roger Aguirre, qui lutte dans une unité de réserve à Jalpa.

Les jeunes au Nicaragua, c'est plus de la moitié de la population. Ils n'ont dans aucun pays du monde autant de droits politiques. Voter dès 16 ans paraît aussi naturel que les jeunes de 15 ans qui apprennent à lire et écrire aux aînés et leur expliquent l'histoire du pays. Ils ont donc bien des choses à nous dire. Ils parleront de la lutte pour l'indépendance et la défense de la révolution, des moyens de soutenir, moralement et matériellement, les jeunes, des effets de l'agression sur les jeunes et les enfants aussi. Le tout accompa-

gné du film *La revolución — une jeune révolution, qui présente la Jeunesse sandiniste.*

Voici où les rencontrer en Suisse romande

LAUSANNE, lundi 13 mai
La Grange, Dorigny, 17h15

GENÈVE, vendredi 17 mai
AJAC (Franchises 54)

20h : ouverture rock
21h : meeting avec les membres de la Juventud Sandinista

22h : BBM

23h : Quartier interdit

org. : Jeunesses socialistes révolutionnaires (JSR) ; Jeunes sans frontière ; Jeunesses communistes chiliennes.

FRIBOURG, mardi 21 mai
Salle de cinéma de l'Université, 20h

BIENNE, mercredi 22 mai
Kreuz-Nidau, 18h30

NEUCHÂTEL, mercredi 29 mai, 20h

Des soirées se tiennent dans une quinzaine d'autres villes de Suisse alémanique.

Initiatives caisse-maladie :

Mobilisation ou...immobilisation?

Une initiative record ? Avec plus de 400 000 signatures, le concordat des caisses-maladie vient de déposer son initiative sur la réorganisation de l'assurance-maladie. Une preuve, s'il en était encore besoin, que les salarié(e)s en ont plus que marre de la politique bourgeoise en la matière. Une politique qui se résume par la croissance des coûts des actes médicaux et la réduction des subventions fédérales.

Cependant l'initiative du concordat ne répond guère à cette dégradation. Le sauvetage des caisses-maladie passe avant les besoins des assuré(e)s. Même la diminution des prestations est prise en compte.

Ceci suffirait largement pour qu'une autre démarche soit envisagée. A l'époque du lancement, il en fut question dans les rangs du mouvement ouvrier. A cet effet, le

PSO a fait des propositions à toutes les organisations intéressées, et en particulier au Parti socialiste (PSS) et à l'Union syndicale (USS). Afin de ne pas se laisser distancer par l'initiative portée par le puissant concordat des caisses-maladie, un large front unitaire et de gauche aurait été utile. Nous avons donc avancé des propositions dans ce sens. Un échange de plus de cinq

ÉCHANGE DE CORRESPONDANCES

Lettre du PSO du 17 septembre 1984 (un jour avant le lancement de l'initiative du PSS et de l'USS) au PSS

Chers camarades,

Nous accusons réception de votre lettre du 11 septembre dont le contenu a retenu toute notre attention.

Comme vous le savez, nous avons dès le départ été en faveur d'un lancement unitaire de l'initiative. Nous sommes donc favorables à la constitution d'un comité de soutien.

Extrait de la réponse du PSS du 13 mars 1985 (?)

(...) Nous avons alors déjà mis au point qu'il ne pourrait être question que d'un comité très large, ne comptant pas que des partis. Cette composition n'a malheureusement pas pu être réalisée. (...)

lettres avec l'USS s'en est suivi. Malheureusement, la réponse fut tout simplement négative. PSS et USS ont rétorqué que comme ce front ne pouvait regrouper tout le monde — c'est qui "tout le monde" — ils le constitueraient à eux seuls. Pareille prétention s'appelle "se prendre pour les représentants uniques". Ils ont donc lancé seuls leur propre initiative pour une saine assurance-maladie.

Mais où cela mène-t-il ? Que représentent vraiment ces "représentants uniques" ? Ont-ils été capables, à partir du ras-le-bol des assuré(e)s, de créer une réelle mobilisation active et de gauche ? Jusqu'à maintenant, ils ne disent pas grand-chose sur le succès de leur entreprise. Aussi des bruits commencent-ils à circuler dans certaines

fédérations syndicales. Il semblerait que cette initiative est en train de s'ensabler. Après huit mois de récolte, 30 000 signatures seulement auraient été rassemblées. Quant aux actions de récoltes dans les syndicats ou dans la rue, elles brillent par

leur absence. Est-ce que l'excellent contenu de l'initiative ne serait qu'un prétexte pour ne rien faire d'autre ou, ce qui est pire, pour empêcher la gauche active d'entreprendre quelque chose ?

K. B.

Emprisonnement de Clive Loertscher :

LA CAMPAGNE POUR SA LIBÉRATION SE POURSUIT

La campagne pour la libération de Clive Loertscher, emprisonné depuis le 13 avril dernier dans les geôles du général Jaruzelski, prend de l'ampleur.

Mercrédì 24 avril, une délégation d'élèves, d'anciens élèves et d'enseignants du collège de Nyon (où travaille Clive Loertscher) s'est rendue à l'ambassade de Pologne pour lui remettre une pétition regroupant plus de 1200 signatures.

A l'occasion du 1er Mai à Lausanne, une partie importante des manifestants a défilé en réclamant sa libération immédiate.

Par ailleurs une pétition lancée par le Collectif de défense pour la libération de Clive Loertscher a été diffusée dans toute la Suisse. A l'Université de Lausanne, elle a déjà recueilli 1000 signatures d'étudiants et d'enseignants.

Alors que les autorités polonaises ont enfin rendu publique

la raison officielle de l'arrestation de Clive Loertscher — il est accusé d'avoir "introduit des moyens techniques destinés à la production de littérature officielle en Pologne" — cette campagne doit se poursuivre et s'amplifier. L'ambassade de Pologne doit littéralement être harcelée de pétitions et de lettres de protestation. Cette pression est décisive pour obtenir la rapide libération de Clive Loertscher.

Et cela ne pourra que contribuer à desserrer l'étau contre les prisonniers politiques en Pologne, et notamment l'éditeur "clandestin" Czeslaw Brelecki, arrêté en même temps que Clive Loertscher.

correspondant

* Pour obtenir des feuilles de pétition, s'adresser au Collectif de défense pour la libération de Clive Loertscher, p.a. SSP/VPOD Vaud-Etat, 3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, CCP 10-15 210-0.

Reagan et le Nicaragua :

Pour supplicier ses condamnés à mort, l'Espagne franquiste recourait au garrot : un collier de fer qu'une vis referme lentement. C'est long, terriblement long et atroce. Chaque tour de vis rapproche inexorablement le supplicié de la mort.

Cette méthode, Reagan s'en inspire largement et l'applique à un peuple entier, celui du Nicaragua. Il vient en effet d'annoncer mercredi 1er mai un embargo commercial total contre le Nicaragua. C'est là un incontestable tour de vis supplémentaire. Cette mesure va multiplier les problèmes énormes auxquels se heurtent déjà les Nicaraguayens. Elle n'est pas nouvelle non plus. Dès l'arrivée de Reagan au pouvoir, les échanges commerciaux entre les Etats-Unis et le Nicaragua ont subi des baisses sensibles. Les importations américaines en provenance du Nicaragua sont passées de 214 millions de dollars à 57 millions entre 1980 et 1984. En 1983, les Américains imposaient une sérieuse réduction du quota d'importation de sucre nicaraguayen. Puis Washington est intervenu avec succès auprès des différents organismes de financement internationaux, en particulier la Banque interaméricaine de développement (BID), pour bloquer toutes les demandes de crédits de Managua. Dernièrement, ce sont 80 millions de dollars (200 millions de francs), destinés à des programmes de développement agricole, qui lui ont été refusés. La situation est d'autant

La politique du garrot

plus grave lorsque l'on sait que la dette extérieure du Nicaragua atteint les 4 milliards de dollars (10,4 milliards de francs).

A cette véritable entreprise d'étranglement économique s'ajoute la guerre menée par les contras (rebelles antisandinistes). Ils sont 15 000, armés, financés, entraînés par les Etats-Unis et dirigés par les commandants de l'ex-garde somoziste. En 1984, ils ont causé des pertes matérielles — sans compter le coût humain qu'ils occasionnent — pour un montant de 254 millions de dollars, c'est-à-dire l'équivalent du 70 o/o des recettes des exportations. Bien que la presse en fasse ses gros titres, le refus par le Congrès américain des 14 millions de dollars d'aide à la guérilla antisandiniste ne signifie en aucune mesure l'arrêt de l'aide aux contras. Rien que pour l'année dernière, la contra a touché, par le biais de fonds privés, au moins 25 millions de dollars (65 millions de francs). Du reste, le Washington Times du 7 mai a lancé un appel pour récolter dans le monde entier ces 14 millions de dollars. Ce journal accordera 100 000 dollars pour fonder l'agence de récolte de fonds qui sera portée par le News World Communication, célèbre officine d'intoxication de la secte Moon.

Dans cette situation dramatique, Managua a dû recourir à une économie de guerre. La défense absorbe plus du quart du budget et mobilise des moyens matériels, des hommes et des femmes qui, sans cela, pourraient oeuvrer à la reconstruction de ce petit pays saigné par le sous-développement et la dictature somoziste des années durant.

Les Etats-Unis "veulent nous vaincre par la faim, nous mettre à genoux par des difficultés économiques, mais ils n'y arriveront jamais" (Le Monde, 3 mai 1985), a répondu le Front sandiniste après la décision de Reagan. Car l'objectif de ce dernier est clair : préparer les conditions pour une intervention directe et massive. Systématiquement et obstinément. Tant il est vrai que l'écrasement de la révolution nicaraguayenne et, au-delà, de toute libération nationale et sociale en Amérique centrale demeure le but central de la bourgeoisie américaine. Dans ce contexte, la solidarité prend tout son sens. Développer un large front anti-interventionniste, multiplier les actions d'aide et de solidarité avec le Nicaragua deviennent de plus en plus urgent. Comme le 20 avril dernier où des dizaines de milliers de personnes ont marché sur Washington afin de protester contre l'intervention américaine. C'est une question de vie ou de mort pour les peuples d'Amérique centrale.

P. Girardet

NOTA VERBAL

SEÑOR EMBAJADOR :

Tengo el honor de dirigirme al señor Embajador con motivo de la visita de autoridades suizas y en relación con los ciudadanos argentinos condenados en ese país por secuestros extorsivos y cuya extradición ha sido negada.

Las informaciones que poseen dichos condenados son importantes para las causas promovidas ante los tribunales argentinos por familias de víctimas de la represión ejecutada durante la pasada dictadura militar.

En tal virtud para las instituciones como el Centro de Estudios Legales y Sociales, que presido, es de sumo interés conocer la situación procesal de los mismos y las posibilidades de su extradición, dado que han desaparecido las causas invocadas en su momento por los jueces suizos para negarlas. En efecto, al restaurarse el régimen democrático todos los habitantes gozan de las garantías que otorga la Constitución Nacional.

Saludo al señor Embajador con mi consideración mas distinguida.

Répondez, Monsieur Aubert !

Lors de sa visite en Argentine, l'automne dernier, Monsieur Aubert, chef du Département des affaires étrangères de Suisse, a reçu la demande suivante du Centre d'études légales et sociales (qui défend les réprimés et disparus), par l'intermédiaire de l'ambassade suisse. Elle concerne les trois détenus argentins, anciens militaires, qui en savent long sur la répression et même la disparition du Suisse Jaccard. Or M. Aubert n'a toujours pas répondu (cf. La Brèche No 337, 16 mars 1985).

"Note verbale

Monsieur l'ambassadeur,

J'ai l'honneur de m'adresser à vous à propos de la visite des autorités suisse et en lien avec les citoyens argentins condamnés dans ce pays pour séquestre et extorsion, et dont l'extradition a été refusée.

Les informations que détiennent ces condamnés sont importantes pour les causes poursuivies devant les tribunaux argentins par les familles des victimes de la répression pratiquée sous la dictature militaire passée.

C'est pourquoi, pour les institutions comme le Centre d'études légales et sociales, que je préside, il est du plus haut intérêt de savoir où en est la procédure juridique de ces condamnés et les possibilités de leur extradition, d'autant que les motifs invoqués jadis par les juges suisses pour la refuser ont disparu. En effet, en restaurant le régime démocratique, tous les habitants jouissent des garanties accordées par la Constitution nationale.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'expression de ma considération distinguée."

Argentine :

AU BANC DES ACCUSÉS

"Ils ont amené la mère dans un camion sans immatriculation, le même qui est venu la rechercher le lendemain à l'hôpital. J'ai demandé son nom et ils m'ont dit de ne pas m'en soucier. Ils étaient en uniforme et j'ai décidé de faire mon devoir, d'assister l'accouchement. Je n'ai fait que cela et rien d'autre. Non, je n'ai pas identifié les hommes en uniforme. Vous savez, Messieurs les juges, comment c'était à cette époque. Vous me demandez pourquoi je n'ai pas déposé plainte. J'en ai parlé à tous dans l'hôpital, je n'ai rien caché. Mais une plainte, en ce temps-là..."

Ainsi témoigne le médecin-chef de la maternité de l'hôpital Quilmes à Buenos Aires, à l'une des premières séances du procès, ouvert le 22 avril, contre les membres de l'ancienne junte militaire. Il y a eu, dans ce cas, quatre assassinats. La mère, amenée à l'hôpital déjà violemment torturée, fut abattue ensuite par l'armée et la police. L'enfant est mort. Mais une infirmière et la sage-femme ont aussi "disparu" — comme on disait — coupables d'avoir appris le nom de la mère. C'est l'un des rares cas de cette période criminelle où l'on a pu établir qui figurait, dans les registres des hôpitaux ou des cimetières, sous la rubrique "NN" (sans nom) — pour ceux qui laissaient une trace...

30 000 hommes, femmes, nourrissons, mères, infirmières, sages-femmes, syndicalistes, etc. ont ainsi été torturés à mort, et la défense continue à appeler ces crimes — comme le faisait jadis la junte et la presse internationale avec elle — la "guerre antisubversive".

Des accusés dorlotés

Au banc des accusés figurent aujourd'hui les quelques chefs de la junte militaire. Ils sont poursuivis pour responsabilité dans le meurtre de 6000 personnes dont l'identité a pu être établie malgré un camouflage systématique. Aucun des accusés n'est au box de la salle d'audience. Ils sont détenus dans de luxueuses villas, où il ne se gênent pas de tenir conférences de presse et de fomentier de nouveaux complots.

Mais ceux qui ont exécuté ces

crimes ne sont pas non plus au banc des accusés. Ni tous ceux qui les ont commandés, comme ce ministre de l'économie et son adjoint, chez qui on a retrouvé la liste de personnes — des syndicalistes surtout — à "faire disparaître".

Au banc des accusés, on ne retrouve pas non plus ceux qui, aujourd'hui encore, continuent ces crimes. Non plus dans les camps de concentration — désaffectés pour l'instant — mais dans la rue : séquestres, intimidations, menaces puis libérations restent une pratique courante. Contre les jeunes, les syndicalistes, les militants qui veulent empêcher le retour de cette époque monstrueuse.

Ce gigantesque procès risque donc bien de devenir un véritable "procès de Nuremberg" pour l'Amérique latine. Comme pour les nazis en 1945, quelques têtes trop exposées seront frappées pour que les véritables personnages de coulisse puissent continuer à agir.

"Condamnez-les tous"

Aux premiers jours du procès, les organisations humanitaires ont justement refusé cette justice partielle, et près de 100 000 personnes ont manifesté aux cris de "condamnez-les tous". Quatre jours plus tard, le président argentin Alfonsín donna sa réponse en organisant sa propre manifestation : son discours fut une mise en garde et une déclaration de guerre contre le peuple. Mise en garde : si vous continuez à exiger des condamnations et des conditions de vie plus justes, il y

aura un putsch. Pas un mot sur la répression en cours qui terrorise encore la population. Déclaration de guerre : Alfonsín a annoncé une politique économique de guerre, des attaques plus dures encore contre le peuple. Les conséquences seraient graves en cas de refus.

Les autres absents

Au banc des accusés manquent encore tous les profiteurs étrangers qui ont recommandé ces crimes et profité d'eux. Ceux qui exigeaient un gouvernement fort des militaires pour leurs affaires. Valéry Giscard d'Estaing est cité en témoin. Il a eu une discussion avec l'amiral de la junte Masera sur les crimes de la dictature. Preuve que Masera savait. Mais preuve aussi que Giscard savait ! Qu'a-t-il dit, qu'a-t-il fait ? Le nonce pontifical Pio Laghi a visité des camps de concentration, l'évêque de La Plata a récité des messes aux généraux qui liquidaient d'autres évêques — qu'a fait le Vatican ?

Et le gouvernement suisse ? Et ses commanditaires, les banques ? Elles comptent, dans leurs conseils d'administration, ces hauts financiers argentins comme Alemann, Soldati — Suisses de l'étranger — dont les adjoints détenaient des listes de gens "à faire disparaître". On connaît les juteux contrats passés avec la junte, grâce à Alemann notamment, devenu ministre des généraux.

Ces milieux financiers et industriels suisses ont exigé l'ordre, ce qu'on appelle un "bon climat d'investissements". Sous ce genre de climat, 30 000 personnes sont assassinées et des millions crèvent de faim. Et qu'a fait ce "ministre" suisse des Affaires étrangères, informé des "disparus", parmi lesquels des Suisses ? Il s'est tu (cf. ci-dessus).

Pour que le procès de Buenos Aires soit vraiment exemplaire, ils devraient tous figurer au banc des accusés.

F. Osterwalder

Délégation en Amérique centrale :

«IL FAUT AIDER LE NICARAGUA»

La délégation de la Conférence suisse pour la paix, l'autodétermination et la non-intervention en Amérique centrale est revenue en Suisse le 2 mai. Le lundi 6 mai, elle tenait conférence de presse à Berne (voir sa déclaration de presse ci-dessous). L'écho rencontré dans la presse ainsi que la qualité des participant(e)s à la délégation (voir encart) témoignent de l'élargissement du mouvement anti-intervention et pour l'autodétermination en Amérique centrale. C'est d'autant plus réjouissant qu'actuellement la politique d'agression des Etats-Unis prend une ampleur sans pareil.

La délégation avait un but ambitieux. Se rendre dans quatre pays d'Amérique centrale (Guatemala, Salvador, Honduras et Nicaragua), recueillir le maximum d'informations et se forger une opinion sur la réalité centro-américaine. Dans ce but, les deux groupes de la délégation ont eu l'occasion de rencontrer une multitude de personnes et d'organisations de tous bords. Du côté gouvernemental, il fut possible de rencontrer : au Salvador, le ministre de la Défense, le général Vides Casanova, et le ministre des Affaires étrangères; au Honduras, le porte-parole de l'armée et le vice-ministre des Affaires étrangères; au Nicaragua, Nora Astorga, vice-ministre des Affaires étrangères, et Sergio Ramirez Mercado, vice-président du pays. Du côté non-gouvernemental, les rencontres avec les organisations populaires et des droits de l'homme, les Eglises, les partis politiques et les intellectuels permirent de se faire une idée assez précise de la situation dans chaque pays. Au Mexique, la délégation fut reçue par le vice-ministre des Affaires étrangères.

Des expériences dramatiques

Au Guatemala, la délégation s'est trouvée confrontée aux dramatiques problèmes du Groupe d'appui mutuel (GAM). Ce groupe se consacre, depuis plus de 18 mois, à la recherche des milliers de personnes "disparues", c'est-à-dire enlevées par les forces de "l'ordre" et les militaires. Il s'occupe des cas présentés par plus de 450 familles de "disparus". Pour le gouvernement guatémaltèque, c'est déjà faire de la subversion. Depuis le renversement du gouvernement Arbenz en 1954 par la CIA, le sort habituellement réservé aux "subversifs", l'opposition ouvrière, paysanne et démocratique, est la mort ou l'enlèvement. Deux dirigeants du GAM ont été assassinés récemment, dont une femme avec son enfant et un parent. D'autres dirigeants, à la suite de menaces de mort, ont dû quitter le pays. Les deux responsables restantes ont demandé à être prises sous la protection de la délégation durant son séjour. Ceci afin d'exercer une pression internationale sur les bourreaux guatémaltèques et de

redonner confiance aux femmes du GAM, passablement secouées par la violence extrême du régime. Ainsi, la délégation allait chercher les deux femmes à leur domicile chaque matin pour les accompagner à leur travail, et le soir idem pour le chemin du retour. C'est dire si la situation dans ce pays est marquée par la répression aveugle, la seule politique des autorités.

Au Honduras, la délégation visita un groupe de paysans sans terre, d'une cinquantaine de familles environ, qui depuis deux ans occupent une terre appartenant à un général de l'armée. A six reprises déjà ces paysans ont été délogés et chaque fois, ils sont revenus. Leur communauté est située à quelques kilomètres de la base aérienne de Palmerola, la plus grande base construite par les USA. Les témoignages des paysans et surtout des femmes révélèrent toute l'ampleur de leur oppression. Ils n'ont pas accès à la santé, nombreux sont les enfants qui meurent en bas âge (le Honduras a l'un des taux de mortalité infantile les plus élevés au monde), la terre leur est refusée. Tous exprimaient une volonté de lutte, mais également un sentiment d'impasse et de désespoir. Alors que les paysans parlaient, les hélicoptères américains passaient et repassaient au-dessus des têtes.

Au Nicaragua, de nombreuses rencontres eurent lieu avec les organisations populaires. Le Comité des mères des héros et des disparus, présidé par Mme Lina Ortega, a apporté plusieurs témoignages. Cer-



Colonie de contras au Nicaragua.

taines mères avaient perdu leur enfant sous la dictature de Somoza, d'autres depuis, dans la guerre d'agression menée par les Etats-Unis et la contra. Le prix payé pour la liberté par ce peuple est énorme.

Renforcer le travail de solidarité

La délégation a annoncé, à son retour, la création d'une Communauté de travail suisse pour la paix, l'autodétermination et la non-intervention en Amérique centrale. La création de cette communauté de travail a une fonction précise : peser, dans la mesure du possible, sur les positions officielles de la Suisse concernant l'Amérique centrale. Elle ne se substituera pas à l'important travail accompli par toutes les autres instances du mouvement de solidarité, en particulier les comités Amérique centrale.

Par ailleurs, il est certain que le voyage de la délégation aura des effets à moyen terme. Tout comme la tenue du Forum de solidarité avec l'Amérique centrale, en janvier 1983, et la rencontre chrétienne de solidarité avec l'Amérique centrale, en janvier 1984, ont favorisé et élargi les possibilités d'activités, la Conférence pour la paix, l'autodétermination et la non-intervention en Amérique centrale et le voyage de sa délégation stimuleront également les idées.

La tâche la plus immédiate reste, cependant, de protester contre les

La composition de la délégation

Les membres de la délégation représentent un large éventail de personnes issues de milieux les plus divers : Leni Robert, conseiller nationale, membre de la Fédération des partis écologistes; François Borel, conseiller national, mandaté par la fraction parlementaire du PSS; Rosmarie Bär, députée au Grand Conseil et présidente du Conseil communal de Muri, membre du Parti radical; Ira Stamm, membre du Parti radical; Jean-Pierre Babey, vicaire provincial de l'Ordre des Capucins; Johanna Schneider, juge cantonal et mandatée par la Commission des droits de l'homme de la Fédération des Eglises protestantes de Suisse; Antoine Cochet, secrétaire central de la SEV (syndicat des cheminots); Ewald Kaeser, ancien président de la Fédération des travailleurs du textile, de la chimie et du papier; Jacques Schneider, secrétaire de la Conférence; René Holenstein également secrétaire de la Conférence et des comités Amérique centrale.

sanctions dont est victime le Nicaragua et d'augmenter l'aide à ce pays!

A. Meylan

DÉCLARATION DE LA DÉLÉGATION

« La région centro-américaine est déchirée par des conflits profonds dont les origines se trouvent dans les inégalités sociales extrêmes, la faim, la misère, l'oppression nationale et ethnique, une violence répressive inouïe des oligarchies dominantes et l'absence de libertés démocratiques. La délégation ne partage pas la thèse que la situation actuelle en Amérique centrale trouve sa source dans le "conflit est-ouest".

Au Guatemala, la délégation a été profondément choquée par la violence sanguinaire de l'armée et du gouvernement contre la majorité indienne et tous (toutes) les opposant(e)s. En particulier, la délégation a dû, durant son séjour, prendre sous sa protection les deux seuls membres restants du Groupe d'appui mutuel, deux femmes menacées directement de mort. Le peuple guatémaltèque réclame tout simplement le droit de ne pas être tué. La disparition et l'assassinat des opposants sont pratiqués à une échelle de masse par les autorités. Les élections n'ont pas apporté de remède à ce drame. La Suisse, malheureusement, n'y est pas connue pour son engagement en faveur des droits de l'homme. Le peuple retient surtout l'usage des Pilatus Porter PC-7 construits en Suisse et destinés aux bombardements de paysans, de femmes et d'enfants.

Au Salvador, la violation des droits de l'homme, notamment les disparitions et assassinats d'opposants, se poursuit. Le ministre de la défense nous a indiqué que la priorité de l'armée est la destruction militaire de l'opposition. Le "dialogue pour la paix" — pourtant si nécessaire — est manifestement un souci d'ordre secondaire pour les véritables détenteurs du pouvoir, les militaires. Les

récentes élections, tout comme les précédentes, n'ont pas apporté de solution effective aux problèmes concrets — la faim, la misère et les violations des droits de l'homme — de la majorité de la population.

Au Honduras, la pratique des "disparus" (enlèvements) et des assassinats d'opposants s'est développée surtout depuis 1980, soit dès l'arrivée des troupes des Etats-Unis. Le Honduras est devenu une plateforme pour l'intervention militaire dans toute la région. Ce petit pays, le plus pauvre d'Amérique centrale, se retrouve maintenant avec quatre armées sur son territoire national : la sienne, celles des Etats-Unis et du Salvador ainsi que celle des mercenaires "contras".

Au Nicaragua, le gouvernement ne pratique ni la disparition, ni l'assassinat, ni la torture physique de ses opposants. Le gouvernement critique publiquement ses erreurs et les excès commis sur la côte Atlantique (Mosquitia) en 1981/1982. Il a puni des responsables, ouvert une large consultation en vue de l'octroi d'un statut d'autonomie aux minorités ethniques de ladite côte et, enfin, procédé à une amnistie générale tout en engageant un dialogue sérieux avec Brooklyn Rivera, dirigeant de l'organisation miskito MISURASTA. Les violations des droits de l'homme sont sévèrement punies. Un climat réel de tolérance et de pluralisme politique existe, malgré les effets désastreux, aux plans humain et économique, de l'agression mercenaire, financée, organisée et dirigée par les Etats-Unis. Le gouvernement nicaraguayen fait, compte tenu des circonstances, des efforts remarquables en faveur des pauvres et opprimés. Il accorde, également, une importance particulière à la diversi-

fication de ses relations internationales, en conformité à ses principes de non-alignement. Les mesures de boycott prises par l'administration Reagan — qui frappent durement le secteur privé, notamment les grandes exploitations agricoles — visent à faire échec à une telle diversification. Le but est manifestement d'empêcher un peuple de choisir librement son avenir.

La délégation constate que la paix en Amérique centrale, basée sur la justice sociale et la souveraineté nationale, ne pourra être atteinte qu'en respectant les principes de l'autodétermination et de la non-intervention. La politique actuelle de l'administration du président Reagan, fondée sur l'intervention militaire et économique directe, ne respecte pas ces principes, ceci dans une région que les Etats-Unis dominent et ont à maintes reprises occupée. Ainsi, les sanctions prises par les Etats-Unis contre le Nicaragua doivent être condamnées : en aucun cas elles ne peuvent aider ce pays dans ses efforts d'indépendance et de développement.

La délégation estime que la seule alternative à un embrasement de toute la région dans une guerre qui peut menacer la paix mondiale réside dans la "solution négociée" des conflits militaires, réglant les problèmes d'autodétermination, de justice sociale et de respect des droits démocratiques dans la région. Les efforts du Groupe de la Contadora sont actuellement la seule concrétisation sérieuse et valable d'une telle alternative. La Suisse se doit, par conséquent, de renforcer son soutien au Groupe de la Contadora. En particulier, la délégation demande à la Confédération de prendre l'initiative d'une démarche commune des pays

neutres européens destinée à soutenir l'élaboration et la signature de l'Acte révisé de la Contadora, qui a reçu l'accord du Nicaragua.

Afin de contribuer à réduire la faim et la misère, l'aide suisse au développement doit augmenter sa présence en Amérique centrale, tout particulièrement au Nicaragua qui reçoit de la Suisse environ deux fois moins d'aide que le Honduras. Il conviendrait, en outre, de lier l'aide à certains pays à la réalisation de certains critères élémentaires de respect des droits de l'homme. Une telle contribution est plus utile aux peuples de ces régions que nombre de projets gigantesques, tels que le barrage hydraulique d'El Cajon au Honduras, qui ne profite pas aux paysans et qui a été réalisé avec l'aide d'un crédit mixte de la Confédération.

Une aide plus grande doit être accordée par la Suisse, au travers d'organismes non gouvernementaux,

à l'aide aux réfugiés et aux personnes déplacées en Amérique centrale.

Enfin, la délégation fait appel à l'opinion publique suisse pour qu'elle soutienne les aspirations des peuples d'Amérique centrale en s'engageant, par des actions concrètes à tous les niveaux, pour la paix, l'autodétermination et la non-intervention en Amérique centrale. Elle propose, en particulier, la multiplication d'actions de jumelage et de parrainage entre des autorités locales, groupes de base, Eglises, syndicats et organisations économiques, organisations de femmes, organismes de droits de l'homme, organismes d'entraide, comités de solidarité et leurs correspondants en Amérique centrale. Afin d'appuyer ces efforts, la délégation a décidé de créer une "Communauté de travail suisse pour la paix, l'autodétermination et la non-intervention en Amérique centrale". »

Berne, le 6 mai 1985

"Raisons de vivre", de Jean Vincent :

Ne pas "nuire à la cause"...?

"Je suis tout prêt à parler et même à écrire. De moi et des autres avec lesquels j'ai vécu, travaillé, lutté. A une condition cependant : que je n'engage que moi et eux s'ils y consentent et si cela peut être utile. Utile ? Oui, utile. Utile à qui, à quoi ? Utile pour l'édification de ceux auxquels j'ai été, je suis mêlé et à condition de ne leur nuire, ni à eux, ni à la cause que nous avons défendue et défendons ensemble." (Raisons de vivre, p. 11)

Ces précautions que Jean Vincent inscrit au début de ses souvenirs, intitulés *Raisons de vivre* (Editions de l'Aire), ap-

pellent la célèbre réplique de Gramsci : "la vérité seule est révolutionnaire". Comment, en effet, transmettre une expé-

rience politique sans livrer l'ensemble de ce qui permet de comprendre et de juger ?

Les militants ne sont pas des enfants auxquels les dirigeants ne peuvent distiller que ce qui est "utile à la cause". Les tenir dans l'ignorance (car c'est au fond ce que revendique Vincent) finit toujours par nuire plus fortement à ceux qu'on prétend défendre. Vincent le rappelle en évoquant la "maudite période" (1952-1956) où les procès et la "déstalinisation" ont ébranlé, sinon brisé, la confiance de bien des militants. Que toute vérité ne soit pas facile à dire n'implique pas qu'il faille la cacher quand il s'agit des intérêts des travailleurs et des crimes commis par le stalinisme. Or Jean Vincent sait, pour l'avoir été, ce que sont des dirigeants staliniens !

Le Parti du travail oublié

Le rappeler n'enlève rien à notre respect pour la constance de son engagement politique. Dans la Suisse réactionnaire des sombres années d'avant-guerre puis de guerre froide, il a fallu un certain courage et une volonté politique enracinée pour ne pas céder à l'intégration sociale-démocrate, persévérer dans le combat pour ce que les militants croyaient être le socialisme. Dès la fin des années trente, ce combat a été celui de la fusion du PC interdit et de l'aile nicoliste du PS qui aboutit à la fondation du Parti du travail. Un "nouveau parti" où le PC joue le rôle décisif¹. Malheureusement, *Raisons de vivre* n'en parle guère. Que fut ce PdT, son action politique et syndicale, le milieu ouvrier dont il a su gagner la confiance ? Jean Vin-

cent ne juge, semble-t-il, plus "utile" d'en parler, alors que cela aurait pu l'être pour les militants du parti comme pour ceux qui se revendiquent du mouvement ouvrier, quels que soient les points de vue.

Le choc du stalinisme

Ce manque n'est pas un hasard. Car le souci dominant de *Raisons de vivre* est de trouver une solution, au moins en apparence, à une contradiction réelle : comment se départir du stalinisme sans revenir sur ses causes politique et sociales ? Pour s'en sortir, Jean Vincent évoque la paralysie produite par le refus de "renier la cause" et s'excuse, dès qu'il aborde les années cinquante, que tout s'embrouille : "il fallait faire front de tous les côtés", "nous fûmes étonnés, alarmés par ce qui se passait" (pp. 155-156). Il embrouille ainsi à dessein des questions qui l'ont profondément impliqué et ébranlé le PdT : la rupture avec Nicole, le débat sur la "neutralité" et, derrière, le "polycentrisme", les ressorts réels des procès des années cinquante (sur lesquelles des tonnes de documents ont été publiés !).

Que des militants, dont beaucoup n'étaient pas au PC avant guerre, aient perçu à ce moment la crise du stalinisme est certain. Mais la direction savait depuis longtemps à quoi s'en tenir et a caché la vérité.

Ce procédé ne date pas d'hier. En 1938, Humbert-Droz fut convoqué à Moscou pour condamner son ami Boukharine² exécuté aux procès de Moscou. Il rédigea une brochure, *De la fausse théorie au crime*, diffusée par le PCS avec l'aval de la direction qui savait que c'étaient des mensonges. Vincent aussi savait. Son livre n'a pas un mot sur les procès de Moscou des années trente et cinquante, aussi scandaleux que celui de Prague. Et que dire des calomnies, souvent antisémites, contre les titistes, les trotskystes pour justifier la liquidation de milliers de communistes, reprises en chœur par la presse du parti ? Les marxistes révolutionnaires (trotskystes) ont dénoncé le stalinisme dès ses premiers pas, dans l'intérêt des travailleurs, sans tomber dans l'anticommunisme ni renoncer à défendre les acquis de la Révolution d'Octobre. Vincent le savait, mais en 1969 encore (quinze

ans après la "déstalinisation") il a justifié tout le passé au Congrès du POP vaudois, lançant les pires calomnies contre les trotskystes pour exclure l'opposition qui a créé la LMR/PSO³. Et que dire du long silence sur Platten⁴, fondateur du PCS liquidé par Staline et que la direction a laissé dans les griffes du Guépéou ?

Une histoire fatale ?

Le stalinisme n'était pas une fatalité de l'histoire. Si les trotskystes ont toujours été des victimes de choix de ses bourreaux, c'est précisément parce qu'ils montraient qu'on pouvait condamner le stalinisme sans renier la lutte pour une société socialiste où les travailleurs décident directement de leur sort dans tous les domaines de la vie sociale. Cette position est même la seule qui fasse pièce à l'anticommunisme, qui se nourrit du stalinisme pour "nuire à la cause" du socialisme tout court.

Jean Vincent, lui, s'accroche au stalinisme et sombre dans le fatalisme : l'Histoire exigeait des sacrifices, même si certains sont inacceptables. Il se fait "petit homme" dans le grand mouvement de l'Histoire, qui n'a "pas le droit de parler de ce qui ne m'appartient pas". Il rejoint ici Calvin et le rôle de la prédestination dans l'histoire ! Or l'histoire connaît des carrefours, des possibilités dont la réalisation dépend de la volonté, de la compréhension et de l'action des hommes, de ceux qui luttent pour des objectifs dont la valeur est reconnue par l'histoire et les masses. Socialisme oui, stalinisme non : c'est cela notre raison de vivre !

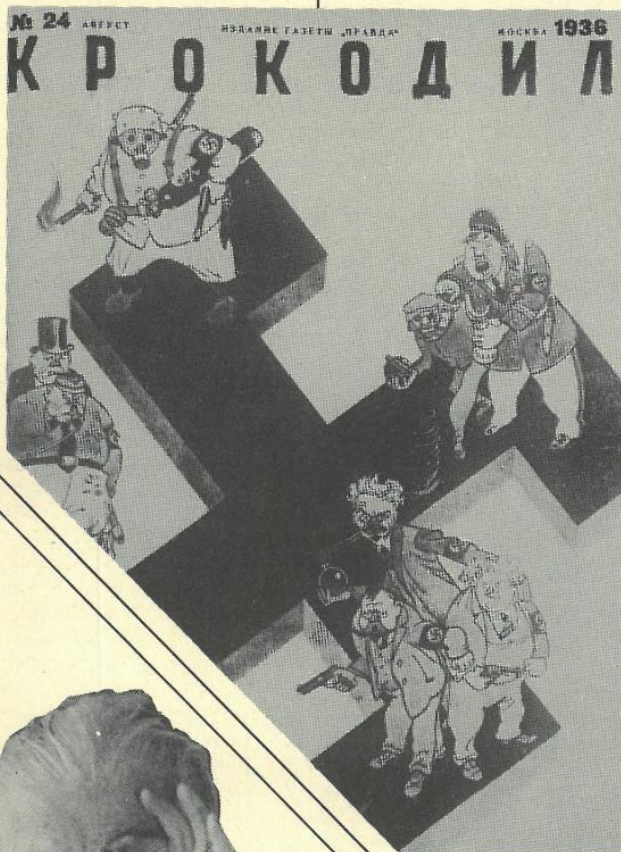
M. Thévenaz

1. Période peu étudiée. Signalons un mémoire de M. Jeanneret à l'Université de Genève.

2. Cf. *Dix ans de lutte antifasciste*, mémoires de Humbert-Droz, p. 347.

3. "Nous avons peu exclu", dit Vincent en page 187 et il ne garde que l'exclusion d'Hofmaier et se tait sur celles de 1969-1971, soit de ceux qui défendaient sans concession les intérêts des travailleurs tchécoslovaques et la possibilité, en France, d'aller au-delà de ce que nous a offert "l'Union de la gauche" !

4. Cf. *Tages Anzeiger Magazin*, du 26 février 1976.



Lorsque les trotskystes étaient traités d'agents de la Gestapo. Que disait la "Voix Ouvrière" ?

ALLEZ-Y
VOIR
VOUS-
MÊMES !

SUISSE ROMANDE

Pascal Auberson, Michel Bühler, Greame Allwright, Gaspard Glaus, Claude Maurane et le BBFC (Jean-François Bovard, Daniel Bourquin, Léon Francioli et Olivier Clerc) donneront six concerts, échelonnés du 19 au 25 mai à Lausanne (Théâtre de Beaulieu), Genève, Fribourg, Neuchâtel, Sion et Reconvilier. Travaillant bénévolement, ils ont pour but de récolter 100 000 francs et de les porter (aidés par Terre des hommes) en Ethiopie pour que l'argent aille directement aux affamés. Concerts à Fr. 25.-. Regardez les affiches dans vos villes.

LAUSANNE et VAUD

Cantine de Sauvabelin, LAUSANNE
sa 18 mai, 20h30 : Dominique Scheder, Sarcloret et d'autres chanteurs de la promotion CPO.

Ancienne salle de gymnastique de Saint-Roch, rue Jean-Louis Gaillard, LAUSANNE
jusqu'au sa 25 mai, 20h30, di 17h30 (relâche lu) : L'Atelier de travail théâtral (ATT) présente *Le Voyage en Orient*, fable fantastique en cinq tableaux, d'après "La Conférence des Oiseaux", de Farid Uddin Attar (poète persan du XIIe siècle), et de morceaux choisis de la littérature occidentale

(voyage des oiseaux à la recherche de leur roi, voyage des comédiens fascinés par l'Orient, voyage du spectateur à travers le monde des acteurs). Mise en scène : Jacques Gardel, assisté de Miguel Québatte. Prix : Fr. 18.- ; ét., appr., AVS Fr. 15.-. Loc. : Service culturel Migros VD (021) 20 26 35.

Cinéma suisse, Casino de Montbenon

En mai : films du cinéma égyptien, espagnol, italien et mexicain. Je vous signale : me 15, 20h30, salle Paderewski, sa 18 mai, 15h, Le cinématographe : *Pain et chocolat*, de Franco Brusatti (Italie, 1973), un travailleur italien mal à l'aise dans une Helvétie trop propre, trop riche et peu généreuse.

L'Echandole, Château d'YVERDON

jusqu'au me 15 mai (lu à me 20h30, sa 17h30, di 19h) : le génial *Pep Bou* ("dompteur de bulles de savon") dans "Bufaplanètes". Fr. 15.- ; ét., appr., enfants Fr. 10.-. (024) 21 47 74.

me 22 mai, 20h30 : le Théâtre de la Poudrière de Neuchâtel présente *Mystère de Joseph Noon*, un spectacle de marionnettes et d'acteurs pour adultes. Fr. 12.-, ét., appr. Fr. 8.- (024) 21 47 74.

me 28 mai, 20h30 : Swissaid - Magasins du Monde - Echandole présentent un montage audiovisuel sur *le Sahel*. Entrée libre.

Cinéma de la Grande Salle, CHEXBRES

à 20h30. ma 14, me 15 mai : *Memorias do carcere* (*Mémoires de prison*), de Nelson Pereira dos Santos (Brésil, 1984). ve 17, sa 18 : *Stranger than paradise* de Jim Jarmusch (USA, 1984). ve 24, sa 25 : *Vent de sable*, de Lakhdar Hamina (Algérie-France, 82).

GENÈVE

Forum, Centre des unions chrétiennes jusqu'au ve 17 mai : exposition-vente d'œuvres d'artistes latino-américains *Nuestra America*.

Théâtre de Saint-Gervais, 5, rue du Temple du ma 21 au sa 25 mai, 20h30 : *La nouvelle mandragore*, de Jean Vauthier, d'après la comédie de Machiavel, par le Théâtre Populaire Romand (TPR). du ma 14 au sa 18 mai, 21h : le Théâtre Saint-Gervais avec le Centre de contact Suisses-immigrés, le Centre d'accueil de Genève et l'Association espagnole des travailleurs en Suisse présentent *Lux et Tenebris*, d'après Jacques Prévert, par le Théâtre espagnol Los Noctambulos. (022) 32 20 60.

Et sur vos écrans, *El Sur* (*Le Sud*), de Victor Erice (Espagne, 1984) et *No man's land*, d'Alain Tanner (Suisse-France, 1985).

Bette Raverouge

l'événement

Dix ans après la chute de Saïgon :

«Il n'y a jamais eu de guerre si longue, si totale»

* ENTRETIEN AVEC PIERRE ROUSSET *

1975. La défaite américaine en Indochine est consommée. Les moyens militaires les plus modernes, l'engagement le plus massif de la plus grande puissance impérialiste n'ont pas suffi pour gagner une guerre menée contre la volonté d'indépendance des populations indochinoises. La leçon est profonde, magnifique, symbole d'espoir.

1979. De nouveaux conflits militaires majeurs éclatent, mais cette fois entre anciens alliés de la lutte révolutionnaire. Guerre entre le Vietnam et le Cambodge, renversement du régime khmer rouge par les troupes vietnamiennes. La Chine mobilise des moyens considérables pour pénétrer profondément au Nord-Vietnam, le conflit est meurtrier, la leçon grave. Comment une crise si brutale peut-elle ainsi opposer des régimes issus d'une lutte révolutionnaire ? Aucun militant ne peut esquiver la question.

Nous abordons ici cette discussion avec Pierre ROUSSET, auteur de livres sur le communisme vietnamien¹ et qui est resté engagé dans la solidarité avec les révolutions indochinoises.

La Brèche : Comment combiner les leçons d'une longue lutte révolutionnaire avec celles de la crise présente ?

Pierre Rousset : Je crois que l'expérience des révolutions indochinoises offre des leçons nombreuses et complémentaires. Mais pour tirer ces leçons, il faut comprendre comment les difficultés que connaissent chacun des pays considérés et comment la crise indochinoise présente ont été préparées par la guerre d'hier. (...) Il faut insister sur la portée durable de ces guerres, car sans cela je crois sincèrement que l'on ne peut rien comprendre aux problèmes présents. De plus, il ne faut pas que les leçons d'aujourd'hui (pourquoi la crise indochinoise ?) effacent les leçons d'hier (l'importance historique de la victoire sur la guerre américaine). Dans le climat idéologique qui prévaut aujourd'hui, en tout cas dans de nombreux pays occidentaux, cette question devient très importante.

Je prends un exemple. Si vraiment la politique suivie par les Khmers rouges au Cambodge, une fois au pouvoir, doit se comprendre indépendamment de la guerre et de ses effets, alors, diront beaucoup de militants, il fallait soutenir moins (si l'on avait su...), ou ne pas soutenir du tout. Si par contre on comprend que l'évolution propre du Parti communiste cambodgien (évolution des rapports de forces entre fractions

internes) et probablement l'évolution même de la fraction khmer rouge ont été conditionnées par le type de guerre imposée par Washington, alors la conclusion militante est différente : plus la solidarité anti-impérialiste est efficace, plus les dangers de voir se répéter un tel drame sont limités. Il faut soutenir plus, plus tôt et plus efficacement.

*** Soutenir plus les Khmers rouges ?**

— Non, pas nécessairement. Le Parti communiste du Cambodge n'était pas réduit aux Khmers rouges et ceux-ci n'étaient pas réduits à la fraction Pol Pot. Et de toute façon, la crise indochinoise a, je crois, permis de clarifier le débat qui nous opposait aux courants maoïstes d'alors sur la conception de la solidarité. On soutient les luttes, donc aussi les organisations qui les mènent et les dirigent (sinon le soutien devient très abstrait !), mais on ne soutient pas nécessairement pour autant la politique et le programme de ces mouvements. (...) L'engagement dans la solidarité ne doit pas empêcher un effort de réflexion politique critique et indépendant. La solidarité doit pouvoir s'accompagner du dialogue, et l'unité, de la liberté d'opinion. Mais la solidarité est aussi un besoin urgent. C'est pour cela qu'elle ne peut qu'être sans conditions préalables. Ceux qui luttent n'ont pas le temps d'attendre. Et s'ils

doivent attendre, c'est eux qui paient le prix fort pour le retard enregistré dans la solidarité. Concrètement, les terribles bombardements américains sur le Cambodge, en 1973², ont probablement été le "coup de pouce" décisif qui a permis à la fraction Pol Pot de s'assurer une position de contrôle décisif dans le mouvement de libération. La montée au pouvoir de cette fraction et l'évolution de sa politique s'expliquent évidemment aussi par d'autres facteurs. Mais si la solidarité internationale avait su lier les mains de Washington et empêcher cette vague de bombardements, le cours de l'histoire aurait peut-être été différent.

*** J'ai l'impression que tu fais de la politique fiction !**

— Avec des "si", évidemment, on pourrait mettre Paris en bouteille. On ne peut pas écrire l'histoire qui n'a pas eu lieu. Mais on ne doit pas non plus croire que la seule histoire possible est celle qui a eu lieu. (...)

De nombreux facteurs expliquent la crise indochinoise, mais s'il faut en mettre un en avant, historiquement clé, je répondrais : **l'isolement relatif de ces révolutions.** Le stalinisme n'est qu'un aspect de ce problème. Bien sûr, les Vietnamiens n'auraient pu l'emporter sans l'aide chinoise et soviétique, sans le mouvement antiguerrre en France puis aux USA, mais il a fallu qu'ils combattent très dur pour obtenir ce soutien, face à bien des abandons et des trahisons. **Les guerres impérialistes se sont succédé pendant 35 ans presque sans interruption au Vietnam.** A plusieurs reprises, les Vietnamiens ont été en position de l'emporter définitivement, grâce à leur combat effectivement héroïque. J'entends ici tant le peuple que les organisations qui ont conduit sa lutte — avant tout le Parti communiste vietnamien (PCV). A chaque fois, avant 1975, ils ont été frustrés de tout ou partie de leur victoire à cause de facteurs internationaux sur lesquels ils n'avaient aucune prise directe³. (...)

*** Cela aurait-il vraiment changé quelque chose si la victoire avait été possible en 1945, 1954 ou 1968 ?**

En 1968 encore, la victoire aurait été celle d'une insurrection de masse. Avec une population organisée dans des structures nées pour et de l'insurrection. La ligne du PCV combinait la guérilla, la guerre de mouvement et l'insurrection de masse. En 1975, c'était fini. Non que le PCV ne voulait plus avoir recours à l'insurrection en masse dans les principaux centres de population. Mais parce que la politique US avait réussi à briser cette possibilité : une proportion notable de la population était formée de réfugiés, la répression avait détruit bien des structures clandestines urbaines et rurales, la classe ouvrière avait été systématiquement désarticulée, socialement et politiquement, l'épuisement social de larges secteurs des masses se faisait sentir. Une véritable révolution l'a emporté en 1975. Mais Saïgon ne s'est pas libérée elle-même. Elle a passivement — bien qu'heureusement — assisté à sa libération par les forces armées. Des dizaines de milliers de cadres révolutionnaires avaient été tués et devaient être remplacés par des cadres inexpérimentés ou non représentatifs (venant d'autres zones). Tout cela a profondément affecté la situation après la victoire. (...)

*** Cela explique les problèmes au moment de la victoire, mais dix ans après ?**

— Dix ans après, cela reste un élément important pour comprendre la situation. Les effets de ce type de guerre sur ce type de pays ne sont pas passagers. Que signifient concrètement 35 ans de guerre conclus par la guerre américaine "vietnamisée" ? Il n'y a jamais eu de guerre si longue et si totale. Elle a concentré des moyens militaires énormes sur un petit théâtre d'opération. La densité des bombardements est beaucoup plus importante qu'en Europe durant la Seconde Guerre mondiale. Elle a meurtri la nature et les humains : les effets des défoliants et autres produits chimiques se font encore sentir. Elle a brisé bien des éléments du tissu social : des millions de réfugiés intérieurs, du fait des bouleversements profonds de la guerre et de l'économie artificielle sont devenus des déracinés sociaux. Elle a affecté

les hommes et leur psychologie, les organisations, leurs mentalités, leur fonctionnement. (...)

*** D'autres pays (l'Allemagne par exemple) se sont relevés de la guerre.**

La puissance physique de l'Allemagne a été détruite pour un temps, la population meurtrie, comme d'autres pays d'Europe. Mais le potentiel formidable représenté par l'éducation, la qualification de la main-d'œuvre, la connaissance scientifique et technique, la tradition industrielle est resté. C'est sur cette base — avec l'appui des puissances occidentales qui craignaient la révolution communiste⁴ — que l'Allemagne a pu se reconstruire comme elle l'a fait.

Rien de cela ne vaut pour le Vietnam. L'arriération économique et sociale est aggravée par la désaffection de secteurs clés des "élites". Les effets des destructions (physiques, sociales, psychologiques) de la guerre sont bien plus profonds. De plus, il faut reconstruire contre une politique ouverte d'étranglement (des USA mais aussi de la Chine) et contre une politique d'aide au comptegouttes (l'Europe).

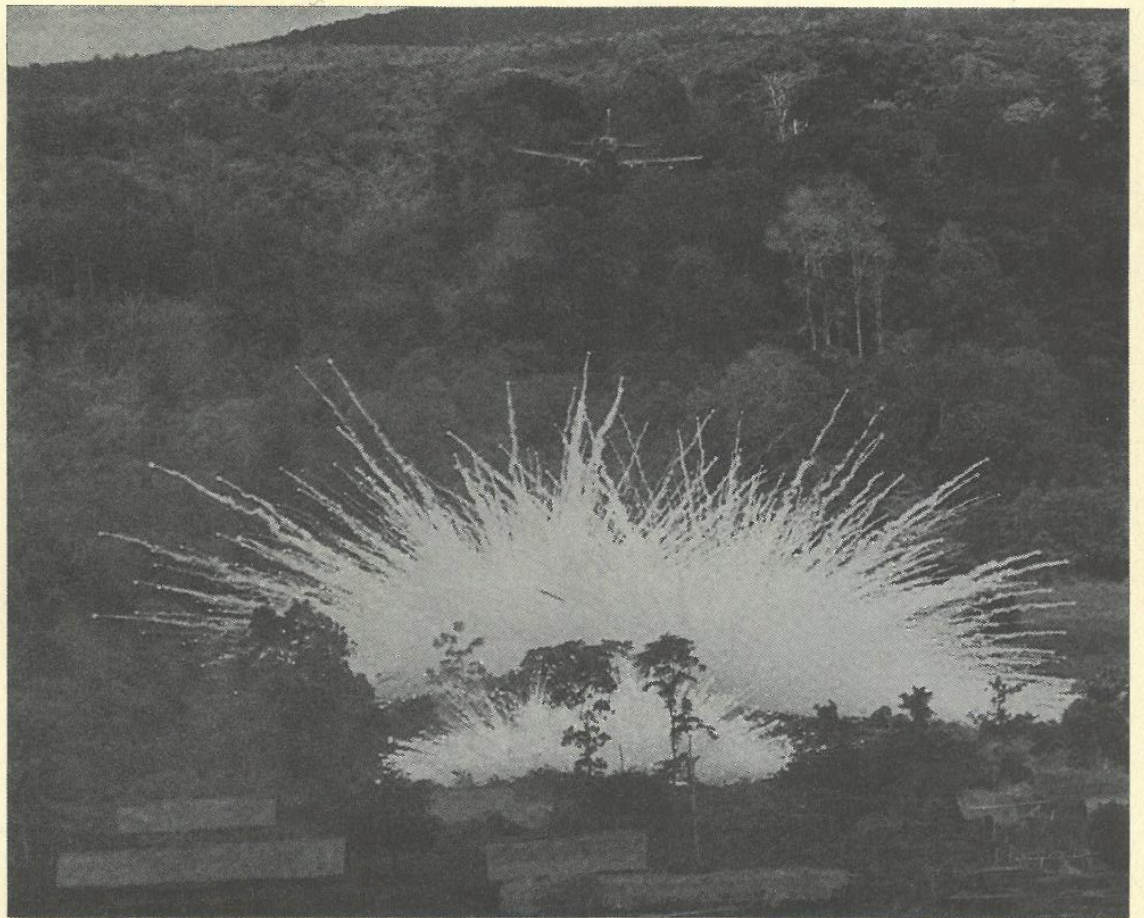
La Brèche reviendra sur d'autres aspects de cet entretien, sur le Cambodge, le Vietnam actuel.

1. Pierre Rousset, *Le Parti communiste vietnamien* (Maspero). Le texte intégral de cet entretien va paraître dans *Inprecor* et nous en conseillons la lecture. Adressez-vous à nos sections et nos librairies.

2. La guerre américaine (1970-1975) au Cambodge a coûté probablement un million de vies (sur 7 millions d'habitants), soit autant que les massacres de Pol Pot ! Des "déçus" du Vietnam qui embouchent aujourd'hui les trompettes des "libertés, made in USA" ont la mémoire bien courte (réd.).

3. Envoi du corps expéditionnaire français après l'indépendance de 1945, accords de Genève (avec l'aide de l'URSS et de la Chine) en 1954, corps expéditionnaire US de 500 000 hommes et bombardements dès 1965.

4. Le "plan Marshall" a redressé l'économie allemande. Où est le "plan Marshall" pour le Vietnam ? Les USA n'ont même pas livré l'aide promise pour réparations de guerre et l'aide soviétique est comparativement bien faible (réd.).



Attaque d'un village vietnamien (1966) aux bombes au phosphore.